

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1634

9 juillet 2013

SOMMAIRE

Caisse Raiffeisen Bascharage-Reckange-Soleuvre	78386	Infrabiz Holdings S.A.	78390
Caisse Raiffeisen Noerdange-Saeul-Useldange Société Coopérative	78386	Integer Ethical Funds	78390
Carpel S.à r.l.	78386	Interassurances Pauly & Lamby et Associés S.à r.l.	78391
Echternacher Tourismus Tage	78425	Le Gassel S.A.	78391
Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l.	78395	LMA German Investments	78391
Enviro IP S.A.	78386	LMB German Investments	78391
E Project S.A.	78386	LMC German Investments	78391
European Retail Asset Management (ERAM) S.à r.l.	78386	LMD German Investments	78392
FCMS S.à r.l.	78387	LogiGest S.à r.l.	78391
FCMS S.à r.l.	78387	Lombok Capital Ventures S.A.	78392
Fellow Finance S.A.	78387	LUX. FINANCIAL COMPANY Spf S.A.	78392
Fellow Finance S.A.	78387	Lux-Immo-Containers S.A.	78392
Financière Baucalaise S.A.	78387	M(a)Gsolutions	78392
Financière d'Ibis Spf S.A.	78387	MAS ASSETS s.à r.l. SPF	78393
Floann S.A.	78388	Maxilly Estate S.A.	78393
Foodline Management Services S.A.	78388	Meighorn Espace Sàrl	78393
Foodline SPF S.A.	78388	Meighorn Etoy S.à r.l.	78393
Galilehorn Asset Management S.à r.l.	78388	Meighorn Montreux, Sàrl	78393
G.C.C. International S.A.	78388	M.E.S. Company Sàrl	78392
Golden Hawk Management S.à r.l.	78388	MMS Mercury Management Services S.A.	78393
H2O Hesperange S.à r.l.	78390	Morgan Real Estate S.A.	78431
Habersti SA, SPF	78389	NMC International S.à r.l.	78394
Habinvest S.A., SPF	78389	Peinture Backes & Cie	78394
HELIOPSIS Spf S.A.	78389	Pentair Holdings	78394
Homilux S.A.	78389	PGO Invest S.à r.l.	78394
HSBC Amanah Funds	78432	PGO Invest S.à r.l.	78394
HSB Luxembourg Coinvest S.à r.l.	78389	Pomelos S.à r.l.	78394
HTC High Technology Coatings S.A.	78389	Pomelos S.à r.l.	78395
Hypericum S.à r.l.	78390	Poncirus S.à r.l.	78395
Immolam S.A.	78390	Poncirus S.à r.l.	78395
Immo-Weimerskirch II S.A.	78390	RMJ S.à r.l.	78395
		Solix Holding S.à r.l.	78425

E Project S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 109.334.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066080/9.

(130081217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Carpel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 46, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 66.142.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066034/9.

(130081330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Caisse Raiffeisen Bascharage-Reckange-Soleuvre, Société Coopérative.

Siège social: L-4942 Bascharage, 2C, rue de la Résistance.

R.C.S. Luxembourg B 20.301.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066012/9.

(130081632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Caisse Raiffeisen Noerdange-Saeul-Useldange Société Coopérative, Société Coopérative.

Siège social: L-8550 Noerdange, 3, Dikrecherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 94.446.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066022/9.

(130081629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Enviro IP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.139.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066109/9.

(130081843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

European Retail Asset Management (ERAM) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 103.456.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066097/9.

(130081325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

FCMS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1133 Luxembourg, 13A, rue des Ardennes.

R.C.S. Luxembourg B 120.946.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066135/9.

(130081467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

FCMS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1133 Luxembourg, 13A, rue des Ardennes.

R.C.S. Luxembourg B 120.946.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066136/9.

(130081468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Fellow Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 71.244.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066137/9.

(130081706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Fellow Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 71.244.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066138/9.

(130081707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Financière Baucalaise S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 36.879.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066139/9.

(130081406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Financière d'Ibis Spf S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 33.314.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066141/9.

(130081409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Floann S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 4B, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 157.714.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066147/9.

(130081372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Foodline Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7257 Walferdange, 12, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 64.607.

Le Bilan clos au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066148/9.

(130081225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Foodline SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-7257 Walferdange, 12, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 64.484.

Le Bilan clos au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066149/9.

(130081224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

G.C.C. International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1527 Luxembourg, 16, rue du Maréchal Foch.

R.C.S. Luxembourg B 136.796.

Le Bilan clos au 31 mars 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066156/9.

(130081530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Galilehorn Asset Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 111.049.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066159/9.

(130081324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Golden Hawk Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 143.103.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066162/9.

(130081326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Habersti SA, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 152.841.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066189/9.

(130082008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Habinvest S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 150.279.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066190/9.

(130081811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

HELIOPSIS Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 165.650.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066197/9.

(130081410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Homilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 21.362.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066203/9.

(130081417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

HSH Luxembourg Coinvest S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 512.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 119.871.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066208/9.

(130081340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

HTC High Technology Coatings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 152.978.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066209/9.

(130081732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Hypericum S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 99.626.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066213/9.

(130081423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

H2O Hesperange S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 87.665.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066214/9.

(130081360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Integer Ethical Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 127.979.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066222/9.

(130081815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Immo-Weimerskirch II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1213 Luxembourg, 2, rue Caroline Baldauff-Rothermel.

R.C.S. Luxembourg B 163.799.

Les comptes annuels au 31 DECEMDRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066227/9.

(130081265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Immolam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 140.902.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066234/9.

(130081421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Infrabiz Holdings S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 99.081.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066235/9.

(130081206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Interassurances Pauly & Lamby et Associés S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 123.266.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066239/9.

(130082100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

LogiGest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3473 Dudelange, 10, An der Foxenhiel.

R.C.S. Luxembourg B 168.994.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066283/9.

(130081749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Le Gaselle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 99.388.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066293/9.

(130081745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

LMA German Investments, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 135.712.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066297/9.

(130081343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

LMB German Investments, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 140.466.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066299/9.

(130081342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

LMC German Investments, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 140.584.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066302/9.

(130081542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

LMD German Investments, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 141.012.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066304/9.

(130081671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Lombok Capital Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 83.061.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066306/9.

(130081649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

LUX. FINANCIAL COMPANY Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 73.856.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066314/9.

(130081654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Lux-Immo-Containers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 71, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 89.718.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066316/9.

(130081528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

M.E.S. Company Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfurt, 50, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 81.957.

Les Comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066321/9.

(130081611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

M(a)Gsolutions, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 11, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 171.262.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066322/9.

(130081962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

MAS ASSETS s.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-8035 Strassen, 3, Cité Pescher.

R.C.S. Luxembourg B 159.580.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066343/9.

(130081667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Maxilly Estate S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 138.473.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066347/9.

(130081963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Meighorn Espace Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 127.203.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066351/9.

(130081328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Meighorn Etoy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 138.548.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066352/9.

(130081327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Meighorn Montreux, Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 126.968.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066353/9.

(130081329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

MMS Mercury Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 135.236.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066358/9.

(130081752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

NMC International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 107.609.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066381/9.

(130081207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Peinture Backes & Cie, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8509 Redange-sur-Attert, 7, rue d'Ell.

R.C.S. Luxembourg B 92.996.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066407/9.

(130081730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Pentair Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 81.548.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066421/9.

(130081758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

PGO Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 137.472.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066425/9.

(130081465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

PGO Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 137.472.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066426/9.

(130081466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Pomelos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 130.076.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066432/9.

(130081825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Pomelos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 130.076.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013066433/9.

(130081826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Poncirus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 130.073.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013066434/9.

(130081823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Poncirus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 130.073.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013066435/9.

(130081824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

RMJ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.450,00.

Siège social: L-4797 Linger, 66, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 176.702.

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire du 17 mai 2013, que Monsieur Marco GAROFOLI né le 29 août 1983 à Niederkorn, demeurant à L-4797 Linger, 66, rue de la Libération, a été nommé dans sa fonction de gérant technique.

Monsieur Monsieur Raymond SABLON, né le 11 septembre 1962 à Esch/Alzette, demeurant à L-4123 Esch/Alzette, 55a, rue du Fossé, a été nommé dans sa fonction de gérant administratif.

Monsieur Johann DEHENAIN, né le 7 juillet 1967 à Esch/Alzette, demeurant à L-4395 Pontpierre, 26, rue de Mondernange, a été nommé dans sa fonction de gérant administratif.

Linger, le 17 mai 2013.

Marco GAROFOLI / Raymond SABLON / Johann DEHENAIN.

Référence de publication: 2013065676/15.

(130080891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 175.738.

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of the month of April;

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

THERE APPEARED:

1. Rocket Internet GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) existing under the laws of Germany, registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg, Germany, under no. HRB 109262B, having its registered address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany (hereinafter "Rocket Internet"),

here represented by Katia GAUZÈS, Avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin (Germany), on April 29, 2013, and

2. Kinnevik Online AB (formerly Kinnevik Online Ventures AB), a limited liability company (aktiebolag) existing under the laws of Sweden registered with the company registrar in Sweden (Bolagsverket), under no. 556815-4958, having its registered address at Skeppsbron 18, 10313 Stockholm, Sweden (hereinafter "Kinnevik Online AB"),

here represented by Katia GAUZÈS, prenamed, by virtue of a proxy, given in Stockholm (Sweden), on April 29, 2013, and

3. Bambino 53. V V UG (haftungbeschränkt), a limited liability company (Unternehmensgesellschaft (haftungbeschränkt)) existing under the laws of Germany registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg, Germany, under no. HRB 126893 B, having its registered address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany (hereinafter "Bambino 53. V V"),

here represented by Katia GAUZÈS, prenamed, by virtue of a proxy, given in Berlin (Germany), on April 29, 2013, and

4. AI European Holdings S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under no. B 168.122, having its registered address at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg (hereinafter "AI European Holdings"),

here represented by Katia GAUZÈS, prenamed, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on April 29, 2013, and

5. Aismare Lux Holdings S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 176544, having its registered address at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, the Grand Duchy of Luxembourg (hereinafter "Aismare Lux Holdings S.à r.l."),

here represented by Katia GAUZÈS, prenamed, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on April 26, 2013, and

6. Phenomen Ventures LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, registration number OG - 66003, having its registered office at 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, Cayman Islands (hereinafter "New Investor" or "Phenomen"), participating and voting only for purposes of Agenda point 5 et seq.,

here represented by Katia GAUZÈS, prenamed, by virtue of a proxy, given in London (United Kingdom), on April 29, 2013.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxy-holder of the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The parties 1. through 5. (the "Existing Shareholders") are all the shareholders of Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 175.738 and incorporated pursuant to a deed of the notary Jean-Joseph WAGNER, residing in Sanem, on 28 February 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 956 dated 22 April 2013. The articles of incorporation were amended for the last time pursuant to a deed of the notary Henri HELLINCKX, residing in Luxembourg, on 16 April 2013, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Existing Shareholders representing the whole corporate capital and having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda whereby the New Investor participates and votes for purpose of Agenda point 5 et seq. only:

Agenda

1. Decision to convert the existing three thousand seven hundred fifty (3,750) series B shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00), each into three thousand seven hundred fifty (3,750) series B1 shares (hereinafter "Series B1 Shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

2. Decision to create one (1) additional class of shares referred to as the series B2 shares (hereinafter "Series B2 Shares") and to hence have eight (8) classes of shares in total.

3. Acceptance of Phenomen Ventures LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, registration number OG - 66003, having its registered office at 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, Cayman Islands (hereinafter the "Phenomen Ventures LP") as new shareholder of the Company.

4. Increase of the Company's share capital by an amount of four thousand six hundred and eighty-seven euro (EUR 4,687) so as to raise it from its current amount of twenty-eight thousand seven hundred and fifty euro (EUR 28,750) up to thirty-three thousand four hundred and thirty-seven euro (EUR 33,437) by issuing four thousand six hundred and eighty-seven (4,687) Series B2 Shares.

5. Subsequent amendment of article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

« Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at thirty-three thousand four hundred and thirty-seven euro (EUR 33,437), represented by (i) twenty one thousand one hundred and sixty-five (21,165) common shares (hereinafter "Common Shares"), (ii) one hundred and eighty (180) series A1a shares (hereinafter "Series A1a Shares"), (iii) one thousand eight hundred and seven (1,807) series A1b shares (hereinafter "Series A1b shares"), (iv) one hundred and nine (109) series A1c shares (hereinafter "Series A1c Shares"), (v) eighty-three (83) series A2a shares (hereinafter "Series A2a Shares"),

(vi) one thousand six hundred and fifty-six (1,656) series A2b shares (hereinafter "Series A2b Shares"), (vii) three thousand seven hundred and fifty (3,750) series B1 shares (hereinafter "Series B1 Shares") and four thousand six hundred and eighty-seven (4,687) series B2 shares (hereinafter the "Series B2 Shares" and, together with the Series B1 Shares, the "Series B Shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. and (v) Phenomen Ventures LP shall be entitled to subscribe for such amount of further shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (a "Third Party Investor")) and which has been approved by the Advisory Board (a "Third Party Investment") - irrespective whether made by the Third Party Investor or one or more matching shareholders - required to maintain up to its percentage ownership in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment is based on. Each of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. and (v) Phenomen Ventures LP shall inform the Company by binding declaration within three (3) weeks if Rocket Internet GmbH and/or Kinnevik Online AB and/or AI European Holdings S.à r.l. and/or Aismare Lux Holdings S.à r.l. and/or Phenomen Ventures LP intends to exercise its right pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3. This Article 5.3 shall apply mutatis mutandis in case any of the Investors subscribes for further shares in the Company."

6. Subsequent amendment of article seven point four a (7.4a) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

"a) in any case of a sale, transfer, assignment or any other disposal of shares by any of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. and (v) Phenomen Ventures LP (Rocket Internet GmbH, Kinnevik Online AB, AI European Holdings S.à r.l., Aismare Lux Holdings S.à r.l. and Phenomen Ventures LP hereinafter jointly referred to as "Investors"; each individually an "Investor") to a company affiliated within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) to the respective Investor;"

7. Subsequent amendment of articles twenty-five point 1 (25.1) and twenty-five point 3 (25.3) of the articles of association of the Company so that they shall henceforth read as follows:

" **25.1.** The Company shall have an advisory board (the "Advisory Board"). It shall consist of eight (8) voting members. The shareholders' meeting may by way of a unanimous shareholders' resolution increase or decrease the number of members of the Advisory Board. Each of the shareholders may nominate a non-voting member of the Advisory Board."

" **25.3.** The voting members of the Advisory Board shall be nominated by the shareholders by written notification towards the Company as follows:

a) four (4) voting members of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Rocket Internet GmbH in its sole discretion (such members the "Rocket-Members");

b) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Kinnevik Online AB in its sole discretion;

c) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder AI European Holdings S.à r.l. in its sole discretion;

d) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Aismare Lux Holdings S.à r.l. in its sole discretion; and

e) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Phenomen Ventures LP in its sole discretion."

8. Decision to amend article 17 of the articles of association of the Company and article 22.8 of the articles of association of the Company.

9. Decision to amend and fully restate the articles of association of the Company.

10. Miscellaneous.

First resolution

The general meeting of shareholders decides to convert the existing three thousand seven hundred fifty (3,750) series B shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each, into three thousand seven hundred fifty (3,750) series B1 shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each, without cancellation of shares.

Second resolution

The general meeting of shareholders decides to create one (1) additional class of shares referred to as series B2 shares (hereinafter "Series B2 Shares") and to hence have eight (8) classes of shares in total.

Third resolution

The general meeting of shareholders accepts Phenomen Ventures LP, an exempted Limited Partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, registration number OG - 66003, having its registered office at 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, Cayman Islands, as a new shareholder of the Company.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders resolves to increase the share capital of the Company by an amount of four thousand six hundred and eighty-seven euro (EUR 4,687) so as to raise it from its current amount of twenty-eight thousand seven hundred and fifty euro (EUR 28,750) up to thirty-three thousand four hundred and thirty-seven euro (EUR 33,437) by issuing four thousand six hundred and eighty-seven (4,687) Series B2 Shares.

Subscription

Four thousand six hundred and eighty-seven (4,687) Series B2 Shares have been duly subscribed by Phenomen Ventures LP, aforementioned, for the price of four thousand six hundred and eighty-seven euro (EUR 4,687).

Payment

The four thousand six hundred and eighty-seven (4,687) Series B2 Shares subscribed by the New Investor, aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of four thousand six hundred and eighty-seven euro (EUR 4,687).

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

The contribution in the amount of four thousand six hundred and eighty-seven euro (EUR 4,687) is entirely allocated to the share capital.

Fifth resolution

The general meeting of shareholders acknowledges that Phenomen Ventures LP has now become holder of the issued four thousand six hundred and eighty-seven (4,687) Series B2 Shares.

As a consequence Phenomen Ventures LP, entitled to vote and here represented by Katia GAUZES, prenamed, by virtue of the aforesaid proxy, joins the general meeting of shareholders for purpose of the following resolutions.

The general meeting of shareholders resolves the amendment of article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall now henceforth read as follows:

« Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at thirty-three thousand four hundred and thirty-seven euro (EUR 33,437), represented by (i) twenty one thousand one hundred and sixty-five (21,165) common shares (hereinafter "Common Shares"), (ii) one hundred and eighty (180) series Ala shares (hereinafter "Series Ala Shares"), (iii) one thousand eight hundred and seven (1,807) series Alb shares (hereinafter "Series Alb shares"), (iv) one hundred and nine (109) series Alc shares (hereinafter "Series Alc Shares"), (v) eighty-three (83) series A2a shares (hereinafter "Series A2a Shares"), (vi) one thousand six hundred and fifty-six (1,656) series A2b shares (hereinafter "Series A2b Shares"), (vii) three thousand seven hundred and fifty (3,750) series B1 shares (hereinafter "Series B1 Shares") and four thousand six hundred and eighty-seven (4,687) series B2 shares (hereinafter the "Series B2 Shares" and, together with the Series B1 Shares, the "Series B Shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.a r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.a r.l. and (v) Phenomen Ventures LP shall be entitled to subscribe for such amount of further shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (a "Third Party Investor")) and which has been approved by the Advisory Board (a "Third Party Investment") - irrespective whether made by the Third Party Investor or one or more matching shareholders - required to maintain up to its percentage ownership in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment is based on. Each of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. and (v) Phenomen Ventures LP shall inform the Company by binding declaration within three (3) weeks if Rocket Internet GmbH and/or Kinnevik Online AB and/or AI European Holdings S.à r.l. and/or Aismare Lux Holdings S.à r.l. and/or Phenomen Ventures LP intends to exercise its right pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3. This Article 5.3 shall apply mutatis mutandis in case any of the Investors subscribes for further shares in the Company."

Sixth Resolution

The general meeting of shareholders resolves the amendment of article seven point four a (7.4a) of the articles of association of the Company so that it shall now henceforth read as follows:

"a) in any case of a sale, transfer, assignment or any other disposal of shares by any of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) Al European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. and (v) Phenomen Ventures LP (Rocket Internet GmbH, Kinnevik Online AB, Al European Holdings S.à r.l., Aismare Lux Holdings S.à r.l. and Phenomen Ventures LP hereinafter jointly referred to as "Investors"; each individually an "Investor") to a company affiliated within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) to the respective Investor;"

Seventh Resolution

The general meeting of shareholders resolves the amendment of articles twenty-five point 1 (25.1) and twenty-five point three (25.3) of the articles of association of the Company so that they shall now henceforth read as follows:

25.1. The Company shall have an advisory board (the "Advisory Board"). It shall consist of eight (8) voting members. The shareholders' meeting may by way of a unanimous shareholders' resolution increase or decrease the number of members of the Advisory Board. Each of the shareholders may nominate a non-voting member of the Advisory Board.

25.3. The voting members of the Advisory Board shall be nominated by the shareholders by written notification towards the Company as follows:

- a) four (4) voting members of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Rocket Internet GmbH in its sole discretion (such members the "Rocket-Members");
- b) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Kinnevik Online AB in its sole discretion;
- c) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Al European Holdings S.à r.l. in its sole discretion;
- d) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Aismare Lux Holdings S.à r.l. in its sole discretion;
- e) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Phenomen Ventures LP in its sole discretion.

Eighth Resolution

The general meeting of shareholders resolves the amendment of article 17 and article 22.8 of the articles of association of the company so that they shall now henceforth read as follows:

« Art. 17. Decisions requiring specific majority.

17.1 Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also require the prior consent of the Advisory Board:

- a) disposition of all the Company's assets, of a significant part of the Company's assets or all or significant part of assets of any direct or indirect subsidiary of the Company including the resolution with respect to the liquidation of the Company;
- b) disposition of shares in direct or indirect subsidiaries of the Company, except for share transfers under the simplified employee participation as agreed by the shareholders in any shareholders agreement;
- c) amendment of these articles of association (including this Article 17) including the resolution with respect to the merger, separation and transformation of the Company;
- d) appropriation of the annual results; payments of profits to capital reserves or the carrying forward of such profits to new accounts; increase or reduction of reserves as well as capital increase from company funds;
- e) conclusion of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of articles 291 et seqq. of the German Stock Corporation Act (AktG));
- f) conclusion of company participations of any kind including silent partnerships and all agreements by which the other contractual party is granted a participation in the Company's profit or any payment that is dependent on the amount of the Company's profit; this does not include agreements with shareholders or employees of the Company, including agreements concluded in light of a prospective status as shareholder or employee, as well as agreements with third parties within the ordinary course of business, e.g. agreements between the Company and advertising partners;
- g) approval of the annual plan, in particular the budget plan for each following year and the annual accounts;
- h) removal and appointment of managers.

17.2 Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also requires the prior consent of all of the Investors.

- a) exclusion of subscription rights in case of capital increases;
- b) acquisition of the Company's own shares, including redemption of shares with the exception of acquisitions in accordance with article 9.2 and transfers in accordance with article 11.1 of these articles of association.

17.3 Whenever the capital of the Company is divided into different classes of shares the special rights and obligations attached to any class may be varied or abrogated with the unanimous consent in writing of the shareholders' who hold all the issued shares of that class.

17.4 Any changes in the decision making process (including the competence of meetings of shareholders, Advisory Board and any specific majority necessary for adoption of some of the decisions) of the Company to the unilateral disadvantage of any of the Investors shall not be made without such Investor's consent. For the avoidance of doubt any decrease of the number of votes or change of the voting rights of shareholders or directors necessary for adoption of any decision will bring the unilateral disadvantage of the Investors.

17.5 Any of the following measures shall, irrespective of the consents or approvals otherwise required under any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company or these articles, always require a % majority of the Investors: (i) sale of IP rights by the Company or any of its direct or indirect subsidiaries; (ii) sale of a direct or indirect subsidiary by the Company."

" **22.8.** The managers shall require the prior consent of the Advisory Board for legal transactions and measures of the Company and its direct or indirect subsidiaries which are beyond the ordinary course of business of the Company, and - in any case - for the legal transactions and measures of the Company and its direct or indirect subsidiaries specified below. No consent is required if such legal transactions and measures have been precisely defined and have in advance been approved by an adopted budget with the consent of the shareholders' meeting:

- a) incorporation, acquisition or disposal of enterprises or partial-businesses;
- b) amendment of articles of association, shareholder agreements and similar contracts as well as exercise (or waiver) of shareholders' rights in companies in which an interest is held directly or indirectly;
- c) acquisition, sale and encumbrance of real estate and similar rights or rights in real estate;
- d) material change to the nature of the business of the Company and the termination of any material business operation;
- e) assumption of sureties, guarantees or similar liabilities in excess of an amount of two hundred thousand euro (EUR 200,000) in aggregate;
- f) granting of loans in excess of two hundred thousand euro (EUR 200,000) in aggregate, excluding, however, such loans between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;
- g) conclusion and termination of credit and loan agreements and other financial agreements in excess of two hundred thousand euro (EUR 200,000) in aggregate and amendments to the credit framework, excluding, however, such agreements between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;
- h) futures transactions concerning currencies, securities and exchange-traded goods and rights as well as other transactions with derivative financial instruments;
- i) granting, introduction and amendment of pension commitments of any kind;
- j) conclusion amendment or termination of company collective agreements, works agreements (of substantial importance) and of general guidelines regarding the company pension scheme;
- k) institution and termination of legal disputes, in particular, arbitration proceedings involving a judicial amount in controversy of more than ten thousand euro (EUR 10,000) in the individual case;
- l) disposition of rights of use of any kind with respect to intellectual property rights including copyrights or any other property rights as well as the passing on of know-how for the independent exploitation by the enterprise and/or a third party, excluding, however, such dispositions between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;
- m) business dealings of the Company and its investment companies with affiliated legal entities and individuals. As such shall be deemed to be shareholders, affiliated companies, as well as relatives of direct or indirect shareholders as far as the latter - individually or jointly - hold, directly or indirectly, a majority interest. The consent requirement pursuant to this lit. (m) does not apply if the business dealing belongs to the ordinary course of business of the Company and is at arm's length;
- n) amendment and termination of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of articles 291 et seqq. of the German Stock Corporation Act (AktG));
- o) exercise of voting rights and other rights in a company in which the Company is a shareholder to the extent that this exercise would require the consent of the shareholders' meeting under these articles of association if the Company was concerned, i.e. according to this article 22.8 lit. a) to o), article 17.1 or 17.2.

Resolutions regarding the introduction of an employee participation scheme require the prior consent of the Advisory Board."

Ninth Resolution

Inter alia as a result of the foregoing, the general meeting of shareholders resolves to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

"A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes, in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at thirty-three thousand four hundred and thirty-seven euro (EUR 33,437), represented by (i) twenty one thousand one hundred and sixty-five (21,165) common shares (hereinafter "Common Shares"), (ii) one hundred and eighty (180) series A1a shares (hereinafter "Series A1a Shares"), (iii) one thousand eight hundred and seven (1,807) series A1b shares (hereinafter "Series A1b shares"), (iv) one hundred and nine (109) series A1c shares (hereinafter "Series A1c Shares"), (v) eighty-three (83) series A2a shares (hereinafter "Series A2a Shares"), (vi) one thousand six hundred and fifty-six (1,656) series A2b shares (hereinafter "Series A2b Shares"), (vii) three thousand seven hundred and fifty (3,750) series B1 shares (hereinafter "Series B1 Shares") and four thousand six hundred and eighty-seven (4,687) series B2 shares (hereinafter the "Series B2 Shares" and, together with the Series B1 Shares, the "Series B Shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) Al European Holdings S.a r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.a r.l. and (v) Phenomen Ventures LP shall be entitled to subscribe for such amount of further shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (a "Third Party Investor")) and which has been approved by the Advisory Board (a "Third Party Investment") - irrespective whether made by the Third Party Investor or one or more matching shareholders - required to maintain up to its percentage ownership in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment is based on. Each of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) Al European

Holdings S.a r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.a r.l. and (v) Phenomen Ventures LP shall, if applicable, inform the Company by binding declaration within three (3) weeks if Rocket Internet GmbH and/or Kinnevik Online AB and/or AI European Holdings S.a r.l. and/or Aismare Lux Holdings S.a r.l. and/or Phenomen Ventures LP intends to exercise its right pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3. This Article 5.3 shall apply mutatis mutandis in case any of the Investors subscribes for further shares in the Company.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more distributable reserves. Decisions as to the use of any such distributable reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) as the case may be, subject to the Law and these articles of association.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by shareholders holding at least three quarters of the share capital (a "Super Majority") and subject to the provisions of any shareholders agreement between the shareholders if any, in particular, any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders agreement between the shareholders. To the extent that such approval has been granted, an additional consent to the transfer of shares is not required:

a) in any case of a sale, transfer, assignment or any other disposal of shares by any of (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. and (v) Phenomen Ventures LP (Rocket Internet GmbH, Kinnevik Online AB, AI European Holdings S.à r.l., Aismare Lux Holdings S.à r.l. and Phenomen Ventures LP hereinafter jointly referred to as "Investors"; each individually an "Investor") to a company affiliated within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) to the respective Investor;

b) in case of the transfer of shares of one Investor to a company or entity (x) which is directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with (i) this Investor or (ii) by one or more direct or indirect shareholders of the respective Investor (each a "Controlled Company"), whereas "Control" or "Controlled" or "Controlling" shall mean the direct or indirect domination of the company or entity by way of (a) managing the company as managing shareholder, (b) holding the majority of shares, (c) holding the majority of voting rights by means of a contractual voting pool, or (d) the unilateral ability to cause, directly or indirectly, the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities or otherwise, or (y) in which the respective Investor or one or more shareholders of such Investor has a direct or indirect majority shareholding;

c) in case of a share transfer to a third party acquiring shares under the simplified employee participation, or by a shareholder to the Company and/or any Investors pursuant to a call option under a vesting scheme.

7.5 To the extent a transfer of shares requires no additional consent of the shareholders' meeting pursuant to article 7.4 above, no duties to offer for sale apply, nor do any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights in favour of other shareholders apply.

7.6 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.7 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by a Super Majority (which, for these purposes, shall exclude the shares of the deceased shareholder). Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

Art. 8. Liquidation and Sale preferences.

8.1 In case (i) of any sale of at least fifty percent (50%) of all shares in the Company, or a swap or a take-over of the Company in an economically comparable way in a single or more related transactions or in close time proximity to one another, or (ii) of the liquidation of the Company or (iii) of any sale or transfer of shares in the Company either to third parties or other shareholders that would result in either more than fifty percent (50%) of the share capital or more than fifty percent (50%) of the voting rights being owned by the acquiring party/parties (change of control) as a result of one or more related acquisitions, (each of the events described in (i), (ii) and (iii) is hereinafter referred to as a "Liquidity

Event"), the proceeds ("Exit Proceeds") - subject to articles 8.2 and 8.3 below - will be distributed in accordance with article 8.4 to the shareholders pro rata corresponding to their participation in the Liquidity Event.

8.2 On a first level ("First Level") the holders of Series B Shares shall receive an amount of EUR 1,600 per Series B Share which equals the amount of their respective total investment made in the Company (consisting of the nominal amount of the Series B Shares acquired by that holder and any share premium and/or other capital contribution (account 115) paid by that holder to the Company).

8.3 On a second level ("Second Level") the holders of Series A1a Shares, Series A1b Shares, Series A1c Shares, Series A2a Shares, Series A2b Shares shall receive per share of the respective share class (and among the shareholders of each share class pro rata to their shareholding in the respective share class) the amount stipulated as follows:

Share Class	Amount per Share in Euro
Series A1a	1,380.84
Series A1b	1,383.14
Series A1c	2.00
Series A2a	1,556.82
Series A2b	1,554.76

8.4 After the payments on the First Level and Second Level have been made, the remaining Exit Proceeds shall be allocated on a third level ("Third Level") to all shareholders pro rata corresponding to their participation in the Liquidity Event. Any amounts received by any shareholder on the First Level and/or Second Level shall reduce the amount to be allocated to such shareholder on the Third Level and shall be allocated subsequently pursuant to this Third Level provided that no shareholder shall be obliged to repay any amount received on the First Level and/or Second Level. The allocation at Third Level shall be made until all Exit Proceeds have been distributed to the shareholders. Irrespective of whether or not the sale of shares is made in one Liquidity Event or after the Liquidity Event in one transaction or more transactions no shareholder shall receive for the sale of all of its shares (and shall repay any exceeding amount to the other shareholders) an amount exceeding the higher of (i) its share in the total Exit Proceeds or proceeds pro rata to the shares sold on a common equivalent basis or (ii) the amount allocated to such shareholder on the First Level and/or Second Level from a subsequent sale. All rights related to the liquidity preference stipulated herein can only be exercised once.

8.5 The preferred allocation on the First Level and Second Level applies to each of the respective Series B Shares, Series A1a Shares, Series A1b Shares, Series A1c Shares, Series A2a Shares, Series A2b Shares as long as on the respective Series B Shares, Series A1a Shares, Series A1b Shares, Series A1c Shares, Series A2a Shares, Series A2b Shares the amount stipulated in article 8.2 and/or in the table pursuant to article 8.3 has not yet been distributed once.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1 The Company may redeem its own shares. The voting rights of any of its shares held by the Company are suspended, for as long as they are held by the Company.

9.2 Shares of a shareholder may be redeemed without such shareholder's consent, if:

a) insolvency proceedings are opened over the assets of the shareholder or the opening of insolvency proceedings is rejected for lack of assets;

b) the share of a shareholder is seized or enforcement proceedings are otherwise initiated against such share and such enforcement proceedings are not finally closed within two (2) months.

Upon receipt by such shareholder of the declaration of redemption sent by the board of managers, the shares shall automatically be redeemed without any further action being required. The present articles together with the declaration of redemption constitute together a valid instrument in writing for the purposes of Article 190 of the Law and the Company hereby acknowledges and accepts the transfer of the shares in such case and undertakes to register the transfer in its share register and to proceed with the relevant filings required by law.

9.3 If the share is held by several persons, it is sufficient that the ground for redemption exists with respect to one person; independently of this, several jointly entitled persons can only exercise the shareholders' rights in a uniform way through one jointly entitled person to be appointed for this purpose without undue delay after the joint entitlement arises.

9.4 The board of managers may declare a redemption. The redemption declaration takes effect upon receipt of the declaration by the shareholder concerned and if a respective shareholders' resolution is adopted (except in case of article 9.2 of these articles of association, in which no declaration by the shareholder concerned and no respective shareholders' resolution is required).

Art. 10. Compensation for Redemption.

10.1 Redemption is made against compensation.

10.2 The compensation consists of a total amount equal to the market value of the redeemed shares. The effective date is the date before the redemption resolution.

10.3 The compensation for redemption shall be due and payable immediately upon redemption of the shares.

10.4 The withdrawing shareholder shall not be entitled to request the Company to provide security for outstanding amounts including interest.

10.5 In the event of dispute regarding the amount of the payable redemption compensation this is to determine by an auditor as expert arbitrator who shall jointly be appointed by the shareholders. If no agreement is reached the expert arbitrator shall be selected by the President of the Tribunal d'Arrondissement upon request of a shareholder or of the Company. The decision of the expert arbitrator shall be binding. The costs of the expert opinion shall be borne by the Company and the requesting shareholder in equal parts, the part allocated to such shareholder shall be set off with the redemption price and the redemption price shall be reduced accordingly. The shareholder shall bear the remaining costs in case the redemption price does not cover the costs allocated to the shareholder for the expert opinion.

Art. 11. Request of Assignment in Lieu of Redemption.

11.1 The Company may decide that, in lieu of redemption, the shareholder concerned shall transfer the shares to a person named by the Company (including another shareholder of the Company), including also partial redemption or partial assignment of the share to the Company or to a person named by the Company.

11.2 This article 11 applies with the proviso that the compensation, as provided for in article 10 of these articles of association, for the shares to be assigned is owed by the person acquiring the shares and that the Company shall be liable like a guarantor.

C. Decisions of the shareholders

Art. 12. Collective decisions of the shareholders.

12.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

12.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

12.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

12.4 The shareholders' resolutions are passed in meetings. Unless mandatory law prescribes another form, they can also be passed outside meetings in writing (including email or fax) or telephone voting if such procedure is requested by a shareholder and no other shareholder declares its dissent with the procedure within two (2) weeks towards the board of managers of the Company in written form. If no dissent is declared within the two (2) weeks pursuant to the foregoing sentence the votes of the shareholders which are not participating in the voting shall be deemed to be abstention from voting. Written resolutions must be signed by each shareholder and the written record must be sent to each shareholder without undue delay. Resolutions not passed in writing must be confirmed in writing. Such confirmation only has declaratory significance.

12.5 Unless a notarial record is made of shareholders' resolutions, a written record must be made of every resolution passed at shareholders' meetings (for purposes of proof, not as a precondition of validity) without undue delay, which must state the date and form of the resolution passed, the content of the resolution and the votes cast. The written record must be sent to each shareholder in writing without undue delay.

12.6 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 13. General meetings of shareholders.

13.1 Meetings of shareholders may be held at the registered office of the Company or at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

13.2 The shareholders' meeting is called by registered letter (registered personal delivery, registered delivery or registered letter with confirmation of receipt) to each shareholder, stating the place, date, time and agenda, with a period of notice of at least four (4) weeks for ordinary shareholders' meetings and at least two (2) weeks for extraordinary shareholders' meetings. The period of notice begins to run on the day following postage. The day of the shareholders' meeting is not counted in the calculation of the period of notice.

13.3 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived convening requirements, the meeting may be held without prior notice.

13.4 Each shareholder is entitled to be accompanied or represented at the shareholders' meeting by another shareholder authorised by a written power of attorney or by a lawyer, tax advisor or auditor under a professional duty of confidentiality.

13.5 Unless a notarial record is made of the negotiations of the shareholders' meeting, a written record must be made concerning the course of the meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity), which must state the place and date of the meeting, the participants, the items on the agenda, the main content of the negotiations and the shareholders' resolutions. The written record must be signed by all shareholders present or represented in the shareholders' meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity). Each shareholder must be sent a copy of the written record.

Art. 14. Quorum and Vote.

14.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

14.2 A shareholders' meeting only constitutes a quorum if at least 50% of the share capital is represented. Save for a higher majority provided in these articles of association or by Law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If there is no quorum, a new shareholders' meeting with the same agenda must be called without undue delay in compliance with article 13.2. This shareholders' meeting then shall constitute a quorum regardless of the share capital represented, if this was pointed out in the notice calling the meeting and the decisions shall be taken at the majority of the votes cast.

Art. 15. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 16. Amendments of articles of association. Any amendment of these articles of association requires the approval of (i) a majority in number of shareholders (ii) who are also a Super Majority.

Art. 17. Decisions requiring specific majority.

17.1 Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also require the prior consent of the Advisory Board:

- a) disposition of all the Company's assets, of a significant part of the Company's assets or all or significant part of assets of any direct or indirect subsidiary of the Company including the resolution with respect to the liquidation of the Company;
- b) disposition of shares in direct or indirect subsidiaries of the Company, except for share transfers under the simplified employee participation as agreed by the shareholders in any shareholders agreement;
- c) amendment of these articles of association (including this Article 17) including the resolution with respect to the merger, separation and transformation of the Company;
- d) appropriation of the annual results; payments of profits to capital reserves or the carrying forward of such profits to new accounts; increase or reduction of reserves as well as capital increase from company funds;
- e) conclusion of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of articles 291 et seqq. of the German Stock Corporation Act (AktG));
- f) conclusion of company participations of any kind including silent partnerships and all agreements by which the other contractual party is granted a participation in the Company's profit or any payment that is dependent on the amount of the Company's profit; this does not include agreements with shareholders or employees of the Company, including agreements concluded in light of a prospective status as shareholder or employee, as well as agreements with third parties within the ordinary course of business, e.g. agreements between the Company and advertising partners;
- g) approval of the annual plan, in particular the budget plan for each following year and the annual accounts;
- h) removal and appointment of managers.

17.2 Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also requires the prior consent of all of the Investors.

- a) exclusion of subscription rights in case of capital increases;
- b) acquisition of the Company's own shares, including redemption of shares with the exception of acquisitions in accordance with article 9.2 and transfers in accordance with article 11.1 of these articles of association.

17.3 Whenever the capital of the Company is divided into different classes of shares the special rights and obligations attached to any class may be varied or abrogated with the unanimous consent in writing of the shareholders' who hold all the issued shares of that class.

17.4 Any changes in the decision making process (including the competence of meetings of shareholders, Advisory Board and any specific majority necessary for adoption of some of the decisions) of the Company to the unilateral disadvantage of any of the Investors shall not be made without such Investor's consent. For the avoidance of doubt any decrease of the number of votes or change of the voting rights of shareholders or directors necessary for adoption of any decision will bring the unilateral disadvantage of the Investors.

17.5 Any of the following measures shall, irrespective of the consents or approvals otherwise required under any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company or these articles, always require a % majority of the Investors: (i) sale of IP rights by the Company or any of its direct or indirect subsidiaries; (ii) sale of a direct or indirect subsidiary by the Company.

D. Board of managers and Advisory board

Art. 18. Powers of the sole manager - Composition and Powers of the board of managers.

18.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

18.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

18.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 19. Election, Removal and Term of office of managers.

19.1 The manager(s) shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

19.2 The managers shall be elected and may be removed from office at any time, with or without cause, pursuant to article 17.1 lit. g).

19.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 20. Vacancy in the office of a manager.

20.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

20.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 21. Convening meetings of the board of managers.

21.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

21.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

21.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 22. Management.

22.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

22.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

22.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

22.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

22.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

22.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only

be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

22.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

22.8 The managers shall require the prior consent of the Advisory Board for legal transactions and measures of the Company and its direct or indirect subsidiaries which are beyond the ordinary course of business of the Company, and - in any case - for the legal transactions and measures of the Company and its direct or indirect subsidiaries specified below. No consent is required if such legal transactions and measures have been precisely defined and have in advance been approved by an adopted budget with the consent of the shareholders' meeting:

- a) incorporation, acquisition or disposal of enterprises or partial-businesses;
- b) amendment of articles of association, shareholder agreements and similar contracts as well as exercise (or waiver) of shareholders' rights in companies in which an interest is held directly or indirectly;
- c) acquisition, sale and encumbrance of real estate and similar rights or rights in real estate;
- d) material change to the nature of the business of the Company and the termination of any material business operation;
- e) assumption of sureties, guarantees or similar liabilities in excess of an amount of two hundred thousand euro (EUR 200,000) in aggregate;
- f) granting of loans in excess of two hundred thousand euro (EUR 200,000) in aggregate, excluding, however, such loans between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;
- g) conclusion and termination of credit and loan agreements and other financial agreements in excess of two hundred thousand euro (EUR 200,000) in aggregate and amendments to the credit framework, excluding, however, such agreements between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;
- h) futures transactions concerning currencies, securities and exchange-traded goods and rights as well as other transactions with derivative financial instruments;
- i) granting, introduction and amendment of pension commitments of any kind;
- j) conclusion amendment or termination of company collective agreements, works agreements (of substantial importance) and of general guidelines regarding the company pension scheme;
- k) institution and termination of legal disputes, in particular, arbitration proceedings involving a judicial amount in controversy of more than ten thousand euro (EUR 10,000) in the individual case;
- l) disposition of rights of use of any kind with respect to intellectual property rights including copyrights or any other property rights as well as the passing on of know-how for the independent exploitation by the enterprise and/or a third party, excluding, however, such dispositions between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;
- m) business dealings of the Company and its investment companies with affiliated legal entities and individuals. As such shall be deemed to be shareholders, affiliated companies, as well as relatives of direct or indirect shareholders as far as the latter - individually or jointly - hold, directly or indirectly, a majority interest. The consent requirement pursuant to this lit. (m) does not apply if the business dealing belongs to the ordinary course of business of the Company and is at arm's length;
- n) amendment and termination of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of articles 291 et seqq. of the German Stock Corporation Act (AktG));
- o) exercise of voting rights and other rights in a company in which the Company is a shareholder to the extent that this exercise would require the consent of the shareholders' meeting under these articles of association if the Company was concerned, i.e. according to this article 22.8 lit. a) to o), article 17.1 or 17.2.

Resolutions regarding the introduction of an employee participation scheme require the prior consent of the Advisory Board.

22.9 If the consent is required as aforesaid for the acquisition, sale or encumbrance of objects, the consent is also required for the contractual obligation relating thereto. The shareholders' meeting may by resolution determine further transactions and measures requiring the consent of the Advisory Board. The Advisory Board may give its consent also in advance for certain groups and kinds of transactions and measures.

22.10 The shareholders may by shareholders' resolution adopt rules of procedure for the managers.

22.11 The management shall ensure that, as far as legally possible, the regulations in this article apply in the same manner to all related companies in which the Company holds a majority interest, directly or indirectly, at present or in the future.

Art. 23. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

23.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts

of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

23.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 24. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager and class B manager), the Company will only be validly bound by the joint signature of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

Art. 25. Advisory board.

25.1 The Company shall have an advisory board (the "Advisory Board"). It shall consist of eight (8) voting members. The shareholders' meeting may by way of unanimous shareholders' resolution increase or decrease the number of members of the Advisory Board. Each of the shareholders may nominate a non-voting member of the Advisory Board.

25.2 The shareholders' meeting shall only adopt or amend the rules of procedure for the Advisory Board by way of a unanimous shareholders' resolution.

25.3 The voting members of the Advisory Board shall be nominated by the shareholders by written notification towards the Company as follows:

- a) four (4) voting members of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Rocket Internet GmbH in its sole discretion (such members the "Rocket-Members");
- b) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Kinnevik Online AB in its sole discretion;
- c) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder AI European Holdings S.á r.l. in its sole discretion;
- d) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Aismare Lux Holdings S.á r.l. in its sole discretion; and
- e) one (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by the shareholder Phenomen Ventures LP in its sole discretion.

25.4 The Advisory Board shall have a chairman and a deputy chairman. One of the Rocket-Members shall be the chairman of the Advisory Board and shall not have a casting vote. The rules of procedure of the Advisory Board shall provide for further provisions in particular on the self-organisation of the Advisory Board.

25.5 The Advisory Board shall be competent for the granting of consents to any transactions and measures of the managers which the shareholders' meeting has made subject to the consent of the Advisory Board either (i) in these articles of association, (ii) in the rules of procedure of the managers, (iii) by way of shareholders' resolution or (iv) in any shareholders' agreement.

25.6 The remuneration of the members of the Advisory Board, if any, shall be determined by shareholders of the Company by way of a unanimous shareholders' resolution.

25.7 In addition to the consent requirements provided for in article 22.8 and article 22.9, the Advisory Board has a consultative function and will not interfere in the management of the Company.

E. Audit and Supervision

Art. 26. Auditor(s).

26.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

26.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

26.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

26.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (reviseur(s) d'entreprises agree (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

26.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 27. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 28. Annual accounts and Allocation of profits.

28.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

28.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

28.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

28.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

28.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

28.6 Subject to Article 8, distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 29. Interim dividends - Share premium and Assimilated premiums.

29.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed shall be allocated where applicable in accordance with the provisions of Article 8 and may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

29.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 30. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 31. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law and any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company, and which may supplement certain provisions of these articles. Where any matter contained in these articles conflicts with the provisions of any shareholders' agreement, such shareholders' agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted by Luxembourg law.

These articles are worded in English followed by a German translation; in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail."

There being no further business, the meeting is closed.

Costs and Expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately two thousand Euros.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, duly represented, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder has signed with Us the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausenddreizehn, am dreißigsten Tag des Monats April;

Vor dem unterzeichnenden Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1. Rocket Internet GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 109262 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland („Rocket Internet“),

hier vertreten durch Katia GAUZES, Avocat à la Cour, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 29. April 2013, ausgestellt in Berlin (Deutschland), und

2. Kinnevik Online AB (vormals Kinnevik Online Ventures AB), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (aktiebolag) nach schwedischem Recht, eingetragen im Gesellschaftsregister in Schweden (Bolagsverket), unter der Nummer 556815-4958, mit Sitz in Skeppsbron 18, 10313 Stockholm, Schweden („Kinnevik Online AB“),

hier vertreten durch Katia GAUZES, vorgenannt, gemäß einer Vollmacht vom 29. April 2013, ausgestellt in Stockholm (Schweden), und

3. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), eine Unternehmensgesellschaft (haftungsbeschränkt) nach deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 126893 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland („Bambino 53. V V“),

hier vertreten durch Katia GAUZÈS, vorgenannt, gemäß einer Vollmacht vom 29. April 2013, ausgestellt in Berlin (Deutschland), und

4. Al European Holdings S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischem Recht, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés), unter der Nummer B 168.122, mit Sitz in 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg („Al European Holdings“),

hier vertreten durch Katia GAUZÈS, vorgenannt, gemäß einer Vollmacht vom 29. April 2013, ausgestellt in Luxemburg, und

5. Aismare Lux Holdings S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischem Recht, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés), unter der Nummer B 176544, mit Sitz in 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg („Aismare Lux Holdings S.à r.l.“),

hier vertreten durch Katia GAUZÈS, vorgenannt, gemäß einer Vollmacht vom 26. April 2013, ausgestellt in Luxemburg, und

6. Phenomen Ventures LP, eine exempted limited partnership nach dem Recht der Kaimaninseln (Cayman Islands), mit der Eintragsnummer OG - 66003, mit Sitz in 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, Cayman Islands (der „Neue Investor“ oder „Phenomen“), der ausschließlich für Punkt 5 ff. teilnahme- und stimmberechtigt ist,

hier vertreten durch Katia GAUZÈS, vorgenannt, gemäß einer Vollmacht vom 29. April 2013, ausgestellt in London (Vereinigtes Königreich).

Besagte Vollmachten, welche von der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die Parteien 1 bis 5 (die „Bestehenden Gesellschafter“) sind alle Gesellschafter der Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l. (die „Gesellschaft“), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 175.738, gegründet am 28. Februar 2013 gemäß einer Urkunde des Notars Jean-Joseph WAGNER, mit dem Amtssitz in Sassenheim, veröffentlicht am 22. April 2013 im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 956. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 16. April 2013 gemäß einer Urkunde des Notars Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg, abgeändert, und noch nicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht.

Da die Bestehenden Gesellschafter das gesamte Gesellschaftskapital vertreten und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet haben, ist die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über die folgende Tagesordnung verhandeln, wobei der Neue Investor ausschließlich für Punkt 5 ff. teilnahme- und stimmberechtigt ist:

Tagesordnung

1. Beschluss bezüglich der Umwandlung der bestehenden dreitausendsiebenhundertfünfzig (3.750) Anteile der Serie B mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil in dreitausendsiebenhundertfünfzig (3.750) Anteile der Serie B1 (die „Anteile der Serie B1“), mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

2. Beschluss bezüglich der Schaffung einer (1) weiteren Klasse von Anteilen, die als Anteile der Serie B2 bezeichnet werden (die „Anteile der Serie B2“), wodurch nunmehr insgesamt acht (8) Anteilsklassen bestehen.

3. Annahme von Phenomen Ventures LP, einer exempted limited partnership nach dem Recht der Kaimaninseln, mit der Eintragsnummer OG -66003, mit Sitz in 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, Cayman Islands („Phenomen Ventures LP“) als neuer Gesellschafter der Gesellschaft.

4. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von achtundzwanzigtausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 28.750) um einen Betrag von viertausendsechshundertsiebenundachtzig Euro (EUR 4.687) auf einen Betrag von dreiunddreißigtausendvierhundertsebenunddreißig Euro (EUR 33.437) durch die Ausgabe von viertausendsechshundertsiebenundachtzig (4.687) Anteilen der Serie B2.

5. Anschließende Änderung von Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt dreiunddreißigtausendvierhundertsebenunddreißig Euro (EUR 33.437), aufgeteilt in (i) einundzwanzigtausendeinhundertfünfundsiebzehn (21.165) Stammanteile (die „Stammanteile“), (ii) einhundertachtzig (180) Anteile der Serie A1a (die „Anteile der Serie A1a“), (iii) eintausendachthundertsieben (1.807) Anteile der Serie Alb (die „Anteile der Serie Alb“), (iv) einhundertneun (109) Anteile der Serie Alc (die „Anteile der Serie Alc“), (v) dreiundachtzig (83) Anteile der Serie A2a (die „Anteile der Serie A2a“), (vi) eintausendsechshundertsechsfünfzig (1.656) Anteile der Serie A2b (die „Anteile der Serie A2b“), (vii) dreitausendsiebenhundertfünfzig (3.750) Anteile der Serie B1 (die „Anteile der Serie B1“) und (viii) viertausendsechshundertsiebenundachtzig (4.687) Anteile der Serie B2 (die „Anteile der Serie B2“) und gemeinsam mit den Anteilen der Serie B1 die „Anteile der Serie B“) mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jede der Gesellschaften (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) Al European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. und (v) Phenomen Ventures LP ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebenen Anteile berechtigt, wodurch ein Investmentangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne des Artikels 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein „Drittinvestor“) handelt), und der vom Beratenden Ausschuss zugestimmt wurde (eine „Investition eines Dritten“) -unabhängig davon, ob diese vom Drittinvestor oder von einem oder mehreren vergleichbaren Gesellschaftern erfolgte - die zur Erhaltung der Beteiligungsquote an der Gesellschaft vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist, und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten. (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) Al European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. und (v) Phenomen Ventures LP haben die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung innerhalb von drei (3) Wochen zu unterrichten, sofern Rocket Internet GmbH und/oder Kinnevik Online AB und/oder Al European Holdings S.à r.l. und/oder Aismare Lux Holdings S.à r.l. und/oder Phenomen Ventures LP ihr Recht gemäß des vorstehenden Satzes dieses Artikels 5.3 ausüben möchten. Für den Fall, dass einer der Investoren weitere Anteile der Gesellschaft zeichnet, ist dieser Artikel 5.3 entsprechend anzuwenden.“

6. Anschließende Änderung von Artikel sieben Punkt vier a (7.4 a) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„a) bei jedem Verkauf, jeder Übertragung, jeder Abtretung oder jeder anderen Veräußerung von Anteilen durch (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) Al European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. und (v) Phenomen Ventures LP (Rocket Internet GmbH, Kinnevik Online AB, Al European Holdings S.à r.l., Aismare Lux Holdings S.à r.l. und Phenomen Ventures LP im Folgenden gemeinschaftlich die „Investoren“; jeweils einzeln ein „Investor“) an eine mit dem betreffenden Investor verbundene Gesellschaft im Sinne des Abschnitts 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AM?);“

7. Anschließende Änderung der Artikel fünfundzwanzig Punkt eins (25.1) und fünfundzwanzig Punkt drei (25.3) der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie folgt lauten:

„ **25.1.** Die Gesellschaft hat einen Beratenden Ausschuss (der „Beratende Ausschuss“). Dieser besteht aus acht (8) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss die Anzahl der Mitglieder des Beratenden Ausschusses erhöhen oder herabsetzen. Jeder Gesellschafter kann ein nicht stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses ernennen.“

„ **25.3.** Die stimmberechtigten Mitglieder des Beratenden Ausschusses werden von den Gesellschaftern durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt:

a) vier (4) stimmberechtigte Mitglieder des Beratenden Ausschusses werden von dem Gesellschafter Rocket Internet GmbH nach eigenem Ermessen ernannt (die „Rocket-Mitglieder“);

b) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses wird von dem Gesellschafter Kinnevik Online AB nach eigenem Ermessen ernannt;

c) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses wird von dem Gesellschafter Al European Holdings S.à r.l. nach eigenem Ermessen ernannt;

d) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses wird von dem Gesellschafter Aismare Lux Holdings S.à r.l. nach eigenem Ermessen ernannt; und

e) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses wird von dem Gesellschafter Phenomen Ventures LP nach eigenem Ermessen ernannt."

8. Beschluss bezüglich der Änderung von Artikel 17 und Artikel 22.8 der Satzung der Gesellschaft.

9. Beschluss bezüglich der Änderung und gänzlichen Neufassung der Satzung der Gesellschaft.

10. Verschiedenes.

Erster Beschluss

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt die Umwandlung der bestehenden dreitausendsiebenhundertfünfzig (3.750) Anteile der Serie B mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil in dreitausendsiebenhundertfünfzig (3.750) Anteile der Serie B1 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, ohne Einziehung von Anteilen.

Zweiter Beschluss

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt, eine (1) weitere Klasse von Anteilen zu schaffen, die als Anteile der Serie B2 bezeichnet werden (die „Anteile der Serie B2“) und somit insgesamt acht (8) Anteilsklassen zu haben.

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt, Phenomen Ventures LP, eine exempted limited partnership nach dem Recht der Kaimaninseln, mit der Eintragungsnummer OG - 66003, mit Sitz in 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, Cayman Islands, als neuen Gesellschafter der Gesellschaft anzunehmen.

Vierter Beschluss

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von achtundzwanzigtausend-siebenhundertfünfzig Euro (EUR 28.750) um einen Betrag von viertausendsechshundertsiebenundachtzig Euro (EUR 4.687) auf einen Betrag von dreiunddreißigtausendvierhundertsebenunddreißig Euro (EUR 33.437) durch die Ausgabe von viertausendsechshundertsiebenundachtzig (4.687) Anteilen der Serie B2 zu erhöhen.

Zeichnung

Viertausendsechshundertsiebenundachtzig (4.687) Anteile der Serie B2 wurden ordnungsgemäß vom Neuen Investor, vorbenannt, zu einem Preis von viertausendsechshundertsiebenundachtzig Euro (EUR 4.687) gezeichnet.

Zahlung

Die vom Neuen Investor, vorbenannt, gezeichneten viertausendsechshundertsiebenundachtzig (4.687) Anteile der Serie B2 wurden vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von viertausendsechshundertsiebenundachtzig Euro (EUR 4.687).

Der Nachweis für die Existenz und den Wert der oben bezeichneten Einlage wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht.

Die Einlage in Höhe von viertausendsechshundertsiebenundachtzig Euro (EUR 4.687) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Fünfter Beschluss

Die Hauptversammlung der Gesellschafter erkennt an, dass Phenomen Ventures LP nun der Inhaber der ausgegebenen viertausendsechshundertsiebenundachtzig (4.687) Anteile der Serie B2 geworden ist.

Infolgedessen schließt sich Phenomen Ventures LP, stimmberechtigt und hier vertreten durch Katia GAUZES, vorgeannt, gemäß der vorgeannten Vollmacht, für die nachstehenden Beschlüsse der Hauptversammlung der Gesellschafter an.

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt, Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt dreiunddreißigtausendvierhundertsebenunddreißig Euro (EUR 33.437), aufgeteilt in (i) einundzwanzigtausendeinhundertfünfundsechzig (21.165) Stammanteile (die „Stammanteile“), (ii) einhundertachtzig (180) Anteile der Serie A1a (die „Anteile der Serie A1a“), (iii) eintausendachthundertsieben (1.807) Anteile der Serie A1b (die „Anteile der Serie A1b“), (iv) einhundertneun (109) Anteile der Serie A1c (die „Anteile der Serie A1c“), (v) dreiundachtzig (83) Anteile der Serie A2a (die „Anteile der Serie A2a“), (vi) eintausendsechshundertsechsfünfzig (1.656) Anteile der Serie A2b (die „Anteile der Serie A2b“), (vii) dreitausendsiebenhundertfünfzig (3.750) Anteile der Serie B1 (die „Anteile der Serie B1“) und (viii) viertausendsechshundertsiebenundachtzig (4.687) Anteile der Serie B2 (die „Anteile der Serie B2“) und gemeinsam mit den Anteilen der Serie B1 die „Anteile der Serie B“) mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jede der Gesellschaften (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. und (v) Phenomen Ventures LP ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebenen Anteile berechtigt, wodurch ein Investmentangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne des Artikels 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein "Drittinvestor") handelt), und der vom Beratenden Ausschuss zugestimmt wurde (eine „Investition eines Dritten“) -unabhängig davon, ob diese vom Drittinvestor oder von einem oder mehreren vergleichbaren Gesellschaftern erfolgte - die zur Erhaltung der Beteiligungsquote an der Gesellschaft vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist, und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten. (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. und (v) Phenomen Ventures LP haben die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung innerhalb von drei (3) Wochen zu unterrichten, sofern Rocket Internet GmbH und/oder Kinnevik Online AB und/oder AI European Holdings S.à r.l. und/oder Aismare Lux Holdings S.à r.l. und/oder Phenomen Ventures LP ihr Recht gemäß des vorstehenden Satzes dieses Artikels 5.3 ausüben möchten. Für den Fall, dass einer der Investoren weitere Anteile der Gesellschaft zeichnet, ist dieser Artikel 5.3 entsprechend anzuwenden."

Sechster Beschluss

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt, Artikel sieben Punkt vier a (7.4 a) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„a) bei jedem Verkauf, jeder Übertragung, jeder Abtretung oder jeder anderen Veräußerung von Anteilen durch (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. und (v) Phenomen Ventures LP (Rocket Internet GmbH, Kinnevik Online AB, AI European Holdings S.à r.l., Aismare Lux Holdings S.à r.l. und Phenomen Ventures LP im Folgenden gemeinschaftlich die „Investoren“; jeweils einzeln ein „Investor“) an eine mit dem betreffenden Investor verbundene Gesellschaft im Sinne des Abschnitts 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG);"

Siebter Beschluss

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt, die Artikel fünfundzwanzig Punkt eins (25.1) und fünfundzwanzig Punkt drei (25.3) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welche nunmehr wie folgt lauten:

„25.1 Die Gesellschaft hat einen Beratenden Ausschuss (der „Beratende Ausschuss“). Dieser besteht aus acht (8) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss die Anzahl der Mitglieder des Beratenden Ausschusses erhöhen oder herabsetzen. Jeder Gesellschafter kann ein nicht stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses ernennen."

„25.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beratenden Ausschusses werden von den Gesellschaftern durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt:

- a) vier (4) stimmberechtigte Mitglieder des Beratenden Ausschusses werden von dem Gesellschafter Rocket Internet GmbH nach eigenem Ermessen ernannt (die „Rocket-Mitglieder“);
- b) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses wird von dem Gesellschafter Kinnevik Online AB nach eigenem Ermessen ernannt;
- c) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses wird von dem Gesellschafter AI European Holdings S.à r.l. nach eigenem Ermessen ernannt;
- d) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses wird von dem Gesellschafter Aismare Lux Holdings S.à r.l. nach eigenem Ermessen ernannt; und
- e) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses wird von dem Gesellschafter Phenomen Ventures LP nach eigenem Ermessen ernannt."

Achter Beschluss

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt, Artikel 17 und Artikel 22.8 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welche nunmehr wie folgt lauten:

„ Art. 17. Beschlüsse, die eine bestimmte Mehrheit erfordern.

17.1 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und die vorherige Zustimmung des Beratenden Ausschusses:

- a) Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens, eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens oder des gesamten oder eines beträchtlichen Anteils des Vermögens direkter oder indirekter Tochtergesellschaften der Gesellschaft einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Abwicklung der Gesellschaft;
- b) Veräußerung von Anteilen in direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft, mit Ausnahme von Anteilsübertragungen unter der vereinheitlichten Mitarbeiterbeteiligung, wie von den Gesellschafter in einer Gesellschaftsvereinbarung vereinbart;

c) Änderung dieser Satzung (einschließlich des vorliegenden Artikels 17) einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Verschmelzung, Ausgliederung und Umwandlung der Gesellschaft;

d) Verwendung des Jahresergebnisses; Zahlungen von Gewinnen in Kapitalreserven oder der Gewinnvortrag solcher Gewinne auf neue Konten: Erhöhung oder Herabsetzung von Reserven sowie Kapitalerhöhung aus Gesellschaftsmitteln;

e) Abschluss von Unternehmensverträgen (im Sinne der Artikel 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));

f) Abschluss von Unternehmensbeteiligungen jeglicher Art einschließlich stiller Gesellschaften und sämtlicher Verträge, durch welche die andere Vertragspartei eine Beteiligung am Gewinn der Gesellschaft erhält oder jede Zahlung, welche vom Gewinnbetrag der Gesellschaft abhängig ist; dies umfasst nicht Verträge mit Gesellschaftern oder Angestellten der Gesellschaft, einschließlich Verträge, welche im Hinblick auf einen voraussichtlichen Status als Gesellschafter oder Angestellter abgeschlossen wurden, sowie Verträge mit Dritten innerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs, z.B. Verträge zwischen der Gesellschaft und Werbepartnern;

g) Genehmigung des Jahresplans, insbesondere des Haushaltsplans für jedes folgende Jahr und des Jahresabschlusses;

h) Abberufung und Ernennung von Geschäftsführern.

17.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und die vorherige Zustimmung aller Investoren:

a) Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen;

b) Erwerb eigener Aktien der Gesellschaft, einschließlich des Rückkaufs von Anteilen mit Ausnahme der Erwerbe gemäß Artikel 9.2 und Übertragungen gemäß Artikel 11.1 dieser Satzung.

17.3 Sofern das Gesellschaftskapital der Gesellschaft in unterschiedliche Anteilsklassen unterteilt ist, können die mit jeder Klasse verbundenen speziellen Rechte und Pflichten mit der schriftlichen und einstimmigen Zustimmung der Gesellschafter, welche die Gesamtheit der ausgegebenen Anteile dieser Klasse halten, verändert oder aufgehoben werden.

17.4 Alle Änderungen im Beschlussfassungsprozess der Gesellschaft (einschließlich der Zuständigkeit der Gesellschafterversammlungen, der Sitzungen des Beratenden Ausschusses und jeder notwendigen spezifischen Mehrheit zur Annahme einiger Beschlüsse) zum einseitigen Nachteil eines Investors sind nicht ohne Zustimmung dieses Investors vorzunehmen. Zum Ausschluss von Zweifeln besteht ein einseitiger Nachteil der Investoren bei einer Herabsetzung der Stimmzahl oder bei einer Änderung der Stimmrechte von Gesellschaftern oder Direktoren, die zur Annahme eines Beschlusses erforderlich sind.

17.5 Bei jeder der folgenden Handlungen bedarf es, unabhängig anderer Bestimmungen bezüglich der Zustimmung oder der Annahme in anderen Gesellschaftervereinbarungen, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen, oder dieser Satzung immer einer Dreiviertel-Mehrheit der Investoren:

(i) Veräußerung von Rechten geistigen Eigentums durch die Gesellschaft oder durch eine direkte oder indirekte Tochtergesellschaft der Gesellschaft;

(ii) Veräußerung einer direkten oder indirekten Tochtergesellschaft durch die Gesellschaft."

„22.8 Die Geschäftsführer benötigen die vorherige Zustimmung des Beratenden Ausschusses für Rechtsgeschäfte und Maßnahmen, die außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs der Gesellschaft und deren direkten oder indirekten Tochtergesellschaften liegen, und - in jedem Fall - für die untenstehenden Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft und deren direkten oder indirekten Tochtergesellschaften. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert wurden und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung der Gesellschafterversammlung genehmigt wurden:

a) Gründung, Erwerb oder Veräußerung von Unternehmen oder Teil-Gesellschaften;

b) Änderung der Satzung, Gesellschaftervereinbarungen und ähnlicher Verträge sowie die Ausübung (oder der Ausschluss) von Gesellschafterrechten bei Gesellschaften, mit denen ein direktes oder indirektes Beteiligungsverhältnis besteht;

c) Erwerb, Verkauf und Belastung von Immobilien und ähnlicher Rechte oder Rechte an Immobilien;

d) Wesentliche Änderungen der Art der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und Einstellung eines wesentlichen Geschäftsbetriebs;

e) Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten;

f) Gewährung von Darlehen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten, unter Ausschluss von Darlehen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

g) Abschluss und Kündigung von Kredit- und Darlehensverträgen und anderen Finanzverträgen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten und Änderungen des Kreditrahmens, unter Ausschluss von Verträgen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

h) Künftige Transaktionen bezüglich Devisen, Sicherheiten und börsengehandelten Gütern und Rechten sowie weitere Transaktionen mit derivativen Finanzinstrumenten;

i) Gewährung, Einführung und Änderung von Versorgungsverpflichtungen jeglicher Art;

j) Abschluss, Änderung oder Kündigung von Unternehmenstarifverträgen, Betriebsvereinbarungen (von erheblicher Bedeutung) und allgemeiner Richtlinien hinsichtlich der betrieblichen Altersvorsorge der Gesellschaft;

k) Einleitung oder Beendigung von Rechtsstreitigkeiten, insbesondere Schiedsverfahren mit einem Streitwert von über zehntausend Euro (EUR 10.000) im Einzelfall;

l) Verfügung über Nutzungsrechte jeglicher Art hinsichtlich der Rechte an geistigem Eigentum, einschließlich Urheberrechte oder sämtliche weiteren Schutzrechte sowie die Weitergabe von Know-how zur eigenen Verwertung durch die Firma und/oder Drittparteien, unter Ausschluss von Bestimmungen zwischen der Gesellschaft und direkten und indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

m) Geschäfte der Gesellschaft und ihrer Investoren mit verbundenen juristischen Personen und Einzelpersonen. Als Gesellschafter werden verbundene Gesellschaften sowie Angehörige direkter oder indirekter Gesellschafter angesehen, sofern letztere - einzeln oder gemeinsam - direkt oder indirekt eine Mehrheitsbeteiligung halten. Die Zustimmungspflichtung gemäß des vorliegenden Punktes m) ist nicht anwendbar, wenn das Geschäft zum gewöhnlichen Geschäftsgang der Gesellschaft gehört und marktüblichen Bedingungen unterliegt;

n) Änderungen an und Kündigung von Unternehmensverträgen (im Sinne der Artikel 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));

o) Ausübung von Stimmrechten und anderen Rechten in einer Gesellschaft, von der die Gesellschaft ein Gesellschafter ist, sofern diese Ausübung die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nach dieser Satzung erfordert, d.h. gemäß dieses Artikels 22.8, a) bis o), Artikel 17.1 oder 17.2.

Beschlüsse bezüglich der Einführung eines Mitarbeiter-Beteiligungsmodells bedürfen der vorherigen Zustimmung des Beratenden Ausschusses."

Neunter Beschluss

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt, unter anderem infolge des Vorstehenden, die Änderung und gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie folgt lautet:

„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und ihr zur Erreichung dieser Zwecke, im Hinblick auf die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem

Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt dreiunddreißigtausendvierhundsiebenunddreißig Euro (EUR 33.437), aufgeteilt in (i) einundzwanzigtausendeinhundertfünfundsiebzehn (21.165) Stammanteile (die „Stammanteile“), (ii) einhundertachtzig (180) Anteile der Serie A1a (die „Anteile der Serie A1a“), (iii) eintausendachthundertsieben (1.807) Anteile der Serie A1b (die „Anteile der Serie A1b“), (iv) einhundertneun (109) Anteile der Serie A1c (die „Anteile der Serie A1c“), (v) dreiundachtzig (83) Anteile der Serie A2a (die „Anteile der Serie A2a“), (vi) eintausendsechshundertsechsfundfünfzig (1.656) Anteile der Serie A2b (die „Anteile der Serie A2b“), (vii) dreitausendsiebenhundertfünfzig (3.750) Anteile der Serie B1 (die „Anteile der Serie B1“) und (viii) viertausendsechshundertsiebenundachtzig (4.687) Anteile der Serie B2 (die „Anteile der Serie B2“) und gemeinsam mit den Anteilen der Serie B1 die „Anteile der Serie B“) mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jede der Gesellschaften (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. und (v) Phenomen Ventures LP ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebenen Anteile berechtigt, wodurch ein Investmentangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne des Artikels 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein „Drittinvestor“) handelt), und der vom Beratenden Ausschuss zugestimmt wurde (eine „Investition eines Dritten“) -unabhängig davon, ob diese vom Drittinvestor oder von einem oder mehreren vergleichbaren Gesellschaftern erfolgte - die zur Erhaltung der Beteiligungsquote an der Gesellschaft vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist, und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten. (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. und (v) Phenomen Ventures LP haben die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung innerhalb von drei (3) Wochen zu unterrichten, sofern Rocket Internet GmbH und/oder Kinnevik Online AB und/oder AI European Holdings S.à r.l. und/oder Aismare Lux Holdings S.à r.l. und/oder Phenomen Ventures LP ihr Recht gemäß des vorstehenden Satzes dieses Artikels 5.3 ausüben möchten. Für den Fall, dass einer der Investoren weitere Anteile der Gesellschaft zeichnet, ist dieser Artikel 5.3 entsprechend anzuwenden.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nennwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Die Gesellschaft kann als Gegenleistung Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten (eine „Qualifizierte Mehrheit“) und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere hinsichtlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten-oder Pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den

Gesellschaftern übertragen werden. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist eine zusätzliche Einwilligung zur Übertragung der Anteile nicht erforderlich:

a) bei jedem Verkauf, jeder Übertragung, jeder Abtretung oder jeder anderen Veräußerung von Anteilen durch (i) Rocket Internet GmbH, (ii) Kinnevik Online AB, (iii) AI European Holdings S.à r.l., (iv) Aismare Lux Holdings S.à r.l. und (v) Phenomen Ventures LP (Rocket Internet GmbH, Kinnevik Online AB, AI European Holdings S.à r.l., Aismare Lux Holdings S.à r.l. und Phenomen Ventures LP im Folgenden gemeinschaftlich die „Investoren“; jeweils einzeln ein „Investor“) an eine mit dem betreffenden Investor verbundene Gesellschaft im Sinne des Abschnitts 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG);

b) bei der Übertragung von Anteilen eines Investors an eine Gesellschaft oder ein Unternehmen, (x) welches direkt oder indirekt über (i) einen Investor oder (ii) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des Investors herrscht, von diesem abhängig ist, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht (jeweils eine „Kontrollierte Gesellschaft“), wobei die Worte „Kontrolle“ oder „Abhängig“ oder „Herrscht“ die direkte oder indirekte Kontrolle der Gesellschaft bezeichnet, durch (a) die Leitung der Gesellschaft durch einen geschäftsführenden Gesellschafter, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile, (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder (d) die einseitige Fähigkeit, die Richtung der Geschäftsleitung und Geschäftspolitik einer Person, entweder durch den Besitz von Wertpapieren oder anderweitig zu bewirken oder (y) in welcher der Investor oder einer oder mehrere Gesellschafter des Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben;

c) bei einer Übertragung von Anteilen an einen Dritten, welcher Anteile unter der vereinheitlichten Mitarbeiterbeteiligung erwirbt, oder von einem Gesellschafter an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Kaufoption im Rahmen eines Übertragungssystems.

7.5 Sofern eine Übertragung von Anteilen gemäß Artikel 7.4 keiner weiteren Zustimmung der Gesellschafterversammlung bedarf, gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte- oder Pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters nur an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn die Zustimmung zu einer solchen Übertragung mit einer Qualifizierten Mehrheit (unter Ausschluss der Anteile des verstorbenen Gesellschafters), erteilt wurde. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jedem anderem gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden.

Art. 8. Liquidations- und Verkaufspräferenzen.

8.1 Im Falle (i) eines Verkaufs von mindestens fünfzig Prozent (50%) aller Anteile an der Gesellschaft oder eines Tausches oder einer Übernahme der Gesellschaft in wirtschaftlich vergleichbarer Weise in einer oder mehrerer Transaktionen oder in zeitlicher Nähe zueinander, oder (ii) der Liquidation der Gesellschaft oder (iii) des Verkaufs oder der Übertragung von Anteilen an der Gesellschaft entweder an Dritte oder an andere Gesellschafter, was dazu führen würde, dass entweder mehr als fünfzig Prozent (50%) des Gesellschaftskapitals oder mehr als fünfzig Prozent (50%) der Stimmrechte im Besitz der erwerbenden Partei bzw. Parteien wären (change of control), als Ergebnis eines oder mehrerer verbundener Akquisitionen, (wobei jeder der unter (i), (ii) und (iii) beschriebenen Fälle im Folgenden als „Liquiditätsereignis“ bezeichnet wird), werden die Erlöse („Exiterlöse“) - vorbehaltlich der Artikel 8.2 und 8.3 - im Einklang mit Artikel 8.4 auf einer pro rata-Basis entsprechend ihrer Beteiligung am Liquiditätsereignis an die Gesellschafter verteilt.

8.2 Auf einer ersten Ebene („Erste Ebene“) erhalten die Inhaber von Anteilen der Serie B einen Betrag von EUR 1.600 pro Anteil der Serie B, welcher dem Betrag ihrer jeweiligen Gesamtinvestition in die Gesellschaft entspricht (bestehend aus dem Nominalbetrag der von diesem Inhaber erworbenen Anteile der Serie B und dem Agio und/oder anderer Kapitaleinlagen (Punkt 115 des Luxemburger Standard-Kontenrahmens), die von diesem Inhaber an die Gesellschafter gezahlt wurden).

8.3 Auf einer zweiten Ebene („Zweite Ebene“) erhalten die Inhaber von Anteilen der Serie A1a, Anteilen der Serie A1b, Anteilen der Serie A1c, Anteilen der Serie A2a und Anteilen der Serie A2b pro Anteil der entsprechenden Anteilsklasse (und zwischen den Gesellschaftern jeder Anteilsklasse auf einer pro rata-Basis zu deren Anteilsbesitz in der entsprechenden Anteilsklasse) den wie folgt festgelegten Betrag:

Anteilsklasse	Betrag pro Anteil in Euro
Anteil der Serie A1a	1.380,84
Anteil der Serie A1b	1.383,14
Anteil der Serie A1c	2,00
Anteil der Serie A2a	1.556,82
Anteil der Serie A2b	1.554,76

8.4 Nachdem die Zahlungen auf der Ersten und auf der Zweiten Ebene geleistet wurden, werden die übrigen Exiterlöse auf einer dritten Ebene („Dritte Ebene“) an alle Gesellschafter auf einer pro rata-Basis entsprechend ihrer Beteiligung am Liquiditätsereignis verteilt. Sämtliche von einem Gesellschafter auf der Ersten und/oder Zweiten Ebene erhaltenen Beträge mindern den von diesem Gesellschafter zu erhaltenden Betrag auf der Dritten Ebene und werden anschließend entsprechend dieser Dritten Ebene zugeteilt, mit der Maßgabe, dass kein Gesellschafter zur Rückzahlung eines auf der Ersten und/oder Zweiten Ebene erhaltenen Betrags verpflichtet ist. Die Zuteilung auf der Dritten Ebene erfolgt solange, bis alle Exiterlöse an die Gesellschafter verteilt wurden. Unabhängig davon, ob der Verkauf von Anteilen während eines Liquiditätsereignisses oder danach in einer oder mehreren Transaktionen erfolgt oder nicht, hat kein Gesellschafter für den Verkauf all seiner Anteile einen Betrag zu erhalten (und übersteigende Beträge an die anderen Gesellschafter zurückzuzahlen), der höher ist, (i) als sein Anteil an der Gesamtheit der Exiterlöse oder Erlöse auf einer pro rata-Basis zu den Anteilen, die auf einer gemeinsamen und gleichwertigen Basis verkauft wurden oder (ii) als der Betrag, der diesem Gesellschafter auf der Ersten und/oder Zweiten Ebene aus einem späteren Verkauf zugeteilt wurde. Sämtliche mit der hierin festgelegten Liquiditätspräferenz verbundenen Rechte können nur einmal ausgeübt werden.

8.5 Die bevorzugte Zuteilung auf der Ersten und auf der Zweiten Ebene ist auf alle entsprechenden Anteile der Serie B, Anteile der Serie A1a, Anteile der Serie A1b, Anteile der Serie A1c, Anteile der Serie A2a und Anteile der Serie A2b anwendbar, solange bei den jeweiligen Anteilen der Serie B, Anteilen der Serie A1a, Anteilen der Serie A1b, Anteilen der Serie A1c, Anteilen der Serie A2a und Anteilen der Serie A2b der in Artikel 8.2 und/oder der in der Tabelle in Artikel 8.3 festgelegte Betrag noch nicht verteilt wurde.

Art. 9. Rückkauf von Anteilen.

9.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen. Die Stimmrechte jeder der von der Gesellschaft gehaltenen Anteile werden aufgehoben, solange sie von der Gesellschaft gehalten werden.

9.2 Anteile eines Gesellschafters können ohne Zustimmung eines solchen zurückgekauft werden, wenn:

- a) ein Insolvenzverfahren über das Vermögen des Gesellschafters eröffnet wird oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens aus Mangel an Vermögen abgelehnt wird;
- b) ein Anteil des Gesellschafters gepfändet wurde oder Vollstreckungsverfahren anderweitig gegen diesen Anteil eingeleitet wurden und diese Verfahren nicht innerhalb von zwei (2) Monaten vollständig eingestellt sind.

Nach Erhalt der Rückkaufserklärung gesendet bei dem Geschäftsführungsrates durch diesen Gesellschafter werden die Anteile automatisch zurückgekauft, wobei es keiner weiteren Handlung bedarf. Die vorliegende Satzung stellt gemeinsam mit der Rückkaufserklärung ein gültiges Schriftstück im Sinne des Artikels 190 des Gesetzes von 1915 dar und die Gesellschaft erkennt an und akzeptiert hiermit in einem solchen Fall die Übertragung der Anteile und verpflichtet sich zur Eintragung der Übertragung in ihrem Anteilsregister und zur Veranlassung der gesetzlich vorgeschriebenen Hinterlegung.

9.3 Wird der Anteil von mehreren Personen gehalten, ist das Vorliegen eines Grundes zum Rückkauf im Bezug auf eine Person ausreichend; unabhängig davon können die gemeinsam berechtigten Personen die Gesellschafterrechte nur dann einheitlich ausüben, wenn eine dieser Personen zu diesem Zweck unverzüglich nach Aufkommen des gemeinsamen Anteilsrechts ernannt wird.

9.4 Ein Rückkauf kann durch den Geschäftsführungsrat erklärt werden. Die Rückkaufserklärung wird wirksam, sobald der betreffende Gesellschafter die Erklärung erhält und ein entsprechender Gesellschafterbeschluss gefasst wird (außer im Falle von Artikel 9.2 dieser Satzung, in welchem keine Erklärung des Gesellschafters und kein entsprechender Gesellschafterbeschluss erforderlich sind).

Art. 10. Ausgleichszahlung für den Rückkauf.

10.1 Der Rückkauf erfolgt gegen eine Ausgleichszahlung.

10.2 Die Ausgleichszahlung besteht aus einem Gesamtbetrag, welcher dem Marktwert der zurückgekauften Anteile entspricht. Als Tag des Inkrafttretens gilt der Tag vor dem Rückkaufsbeschluss.

10.3 Die Ausgleichszahlung für den Rückkauf ist unmittelbar mit dem Rückkauf der Anteile fällig und zahlbar.

10.4 Der ausscheidende Gesellschafter ist nicht dazu befugt, von der Gesellschaft Sicherheiten für ausstehende Beträge zuzüglich Zinsen zu verlangen.

10.5 Bei Streitigkeiten hinsichtlich des Betrags der zu zahlenden Ausgleichszahlung ist dieser Betrag von einem Wirtschaftsprüfer in der Eigenschaft als Schiedsgutachter, der von den Gesellschaftern gemeinschaftlich ernannt wird, festzulegen. Wird über die Ernennung des Schiedsgutachters keine Einigung erzielt, so wird dieser auf Ersuchen eines Gesellschafters oder der Gesellschaft vom Vorsitzenden des Tribunal d'Arrondissement bestimmt. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist bindend. Die Kosten für das Gutachten werden von der Gesellschaft und dem ersuchenden Gesellschafter zu gleichen Teilen getragen, wobei der von diesem Gesellschafter zu tragende Teil mit dem Rückkaufspreis verrechnet und dieser entsprechend herabgesetzt wird. Sofern die vom Gesellschafter zu tragenden Kosten für das Gutachten nicht vom Rückkaufspreis gedeckt werden, gehen die restlichen Kosten zu Lasten des Gesellschafters.

Art. 11. Abtretung anstelle von Rückkauf.

11.1 Die Gesellschaft kann entscheiden, dass der betreffende Gesellschafter anstelle des Rückkaufs die Anteile an eine von der Gesellschaft benannte Person (einschließlich eines anderen Gesellschafters) zu übertragen hat, auch im Falle eines Teilrückkaufs oder einer Teilabtretung des Anteils an die Gesellschaft oder an eine von der Gesellschaft benannte Person.

11.2 Der vorliegende Artikel 11 gilt mit der Maßgabe, dass, wie in Artikel 10 dieser Satzung vorgesehen, die Ausgleichszahlung für die abzutretenden Anteile durch die die Anteile erwerbende Person geschuldet ist und dass die Gesellschaft als Garant haftet.

C. Entscheidungen der Gesellschafter**Art. 12. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.**

12.1 Die Hauptversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

12.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Beschlüssen teilnehmen.

12.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

12.4 Gesellschafterbeschlüsse werden in Versammlungen gefasst. Sofern nicht zwingende gesetzliche Vorschriften eine andere Form vorschreiben, können sie auch außerhalb von Versammlungen in schriftlicher Form (einschließlich E-Mail oder Fax) oder telefonische Abstimmung gefasst werden, sofern ein solches Verfahren von einem Gesellschafter ersucht wird und kein anderer Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Wochen in schriftlicher Form Widerspruch gegen dieses Verfahren gegenüber dem Geschäftsführungsrat der Gesellschaft einlegt. Wird innerhalb von zwei (2) Wochen kein Widerspruch gemäß des vorstehenden Satzes eingelegt, so werden die Stimmen der nicht an der Abstimmung teilnehmenden Gesellschafter als Enthaltungen gewertet. Schriftliche Beschlüsse sind von jedem Gesellschafter zu unterzeichnen und die Niederschrift ist jedem Gesellschafter unverzüglich zuzusenden. Beschlüsse, welche nicht in schriftlicher Form gefasst wurden, sind schriftlich zu bestätigen. Eine solche Bestätigung hat ausschließlich feststellende Bedeutung.

12.5 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die das Datum und die Form des gefassten Beschlusses, den Inhalt des Beschlusses und die abgegebenen Stimmen zu enthalten hat, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift muss jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

12.6 Im Falle eines Alleingesellschafter übt dieser die Befugnisse der Hauptversammlung der Gesellschafter nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Hauptversammlung der Gesellschafter“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Hauptversammlung der Gesellschafter werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 13. Hauptversammlung der Gesellschafter.

13.1 Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

13.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels Einschreiben (Zustellung zu eigenen Händen, Einschreiben oder Einschreiben mit Rückschein) an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei bei ordentlichen Hauptversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens vier (4) Wochen und bei außerordentlichen Hauptversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens zwei (2) Wochen einzuhalten ist. Die Ankündigungsfrist beginnt am Tag nach dem Versand. Der Tag der Gesellschafterversammlung wird bei der Berechnung der Ankündigungsfrist nicht berücksichtigt.

13.3 Falls alle Gesellschafter in einer Hauptversammlung der Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Versammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

13.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei einer Gesellschafterversammlung begleitet oder von einem anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Gesellschafter, oder von einem Anwalt, Steuerberater oder Wirtschaftsprüfer unter der Berufsverschwiegenheitspflicht vertreten zu werden.

13.5 Eine Niederschrift hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung ist (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit) anzufertigen und hat den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, den Hauptinhalt der Verhandlungen und die Gesellschafterbeschlüsse zu beinhalten, es sei denn, die Verhandlungen der Gesellschafterversammlungen wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Jedem Gesellschafter ist eine Kopie der Niederschrift zuzusenden.

Art. 14. Quorum und Abstimmung.

14.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

14.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens 50% des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 13.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig, sofern darauf in der die Versammlung einberufenden Ladung hingewiesen wurde und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Art. 15. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 16. Änderung der Satzung. Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die auch eine Qualifizierte Mehrheit bilden.

Art. 17. Beschlüsse, die eine bestimmte Mehrheit erfordern.

17.1 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und die vorherige Zustimmung des Beratenden Ausschusses:

- a) Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens, eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens oder des gesamten oder eines beträchtlichen Anteils des Vermögens direkter oder indirekter Tochtergesellschaften der Gesellschaft einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Abwicklung der Gesellschaft;
- b) Veräußerung von Anteilen in direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft, mit Ausnahme von Anteilsübertragungen unter der vereinheitlichten Mitarbeiterbeteiligung, wie von den Gesellschafter in einer Gesellschaftsvereinbarung vereinbart;
- c) Änderung dieser Satzung (einschließlich des vorliegenden Artikels 17) einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Verschmelzung, Ausgliederung und Umwandlung der Gesellschaft;
- d) Verwendung des Jahresergebnisses; Zahlungen von Gewinnen in Kapitalreserven oder der Gewinnvortrag solcher Gewinne auf neue Konten: Erhöhung oder Herabsetzung von Reserven sowie Kapitalerhöhung aus Gesellschaftsmitteln;
- e) Abschluss von Unternehmensverträgen (im Sinne der Artikel 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));
- f) Abschluss von Unternehmensbeteiligungen jeglicher Art einschließlich stiller Gesellschaften und sämtlicher Verträge, durch welche die andere Vertragspartei eine Beteiligung am Gewinn der Gesellschaft erhält oder jede Zahlung, welche vom Gewinnbetrag der Gesellschaft abhängig ist; dies umfasst nicht Verträge mit Gesellschaftern oder Angestellten der Gesellschaft, einschließlich Verträge, welche im Hinblick auf einen voraussichtlichen Status als Gesellschafter oder Angestellter abgeschlossen wurden, sowie Verträge mit Dritten innerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs, z.B. Verträge zwischen der Gesellschaft und Werbepartnern;
- g) Genehmigung des Jahresplans, insbesondere des Haushaltsplans für jedes folgende Jahr und des Jahresabschlusses;
- h) Abberufung und Ernennung von Geschäftsführern.

17.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und die vorherige Zustimmung aller Investoren:

- a) Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen;
- b) Erwerb eigener Aktien der Gesellschaft, einschließlich des Rückkaufs von Anteilen mit Ausnahme der Erwerbe gemäß Artikel 9.2 und Übertragungen gemäß Artikel 11.1 dieser Satzung.

17.3 Sofern das Gesellschaftskapital der Gesellschaft in unterschiedliche Anteilklassen unterteilt ist, können die mit jeder Klasse verbundenen speziellen Rechte und Pflichten mit der schriftlichen und einstimmigen Zustimmung der Gesellschafter, welche die Gesamtheit der ausgegebenen Anteile dieser Klasse halten, verändert oder aufgehoben werden.

17.4 Alle Änderungen im Beschlussfassungsprozess der Gesellschaft (einschließlich der Zuständigkeit der Gesellschafterversammlungen, der Sitzungen des Beratenden Ausschusses und jeder notwendigen spezifischen Mehrheit zur Annahme einiger Beschlüsse) zum einseitigen Nachteil eines Investors sind nicht ohne Zustimmung dieses Investors vorzunehmen. Zum Ausschluss von Zweifeln besteht ein einseitiger Nachteil der Investoren bei einer Herabsetzung der Stimmzahl oder bei einer Änderung der Stimmrechte von Gesellschaftern oder Direktoren, die zur Annahme eines Beschlusses erforderlich sind.

17.5 Bei jeder der folgenden Handlungen bedarf es, unabhängig anderer Bestimmungen bezüglich der Zustimmung oder der Annahme in anderen Gesellschaftervereinbarungen, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen, oder dieser Satzung immer einer Dreiviertel-Mehrheit der Investoren: (i) Veräußerung von Rechten geistigen Eigentums durch die Gesellschaft oder durch eine direkte oder indirekte Tochtergesellschaft der Gesellschaft; (ii) Veräußerung einer direkten oder indirekten Tochtergesellschaft durch die Gesellschaft.

D. Geschäftsführungsrat und Beratender Ausschuss

Art. 18. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

18.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführungsrat.

18.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführungsrat“ als Verweis auf den alleinigen Geschäftsführer auszulegen.

18.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehaltenen Handlungen.

Art. 19. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

19.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Hauptversammlung der Gesellschafter gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

19.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund gemäß Artikel 17.1 g) gewählt oder abberufen werden.

19.3 Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt über die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten werden und die Geschäftsführer sind der Kategorie zuzuordnen, der sie angehören.

Art. 20. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

20.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

20.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Hauptversammlung der Gesellschafter neu besetzt werden.

Art. 21. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.

21.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

21.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie des Einverständnisses ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

21.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt haben und sie unterzeichnen.

Art. 22. Geschäftsführung.

22.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise ein Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

22.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

22.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Faxschreiben, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

22.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

22.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

22.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Hauptversammlung der Gesellschafter jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäfts-

fürer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Geschäftsführungsrats nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

22.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, oder per E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

22.8 Die Geschäftsführer benötigen die vorherige Zustimmung des Beratenden Ausschusses für Rechtsgeschäfte und Maßnahmen, die außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs der Gesellschaft und deren direkten oder indirekten Tochtergesellschaften liegen, und - in jedem Fall - für die untenstehenden Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft und deren direkten oder indirekten Tochtergesellschaften. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert wurden und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung der Gesellschafterversammlung genehmigt wurden:

- a) Gründung, Erwerb oder Veräußerung von Unternehmen oder Teil-Gesellschaften;
- b) Änderung der Satzung, Gesellschaftervereinbarungen und ähnlicher Verträge sowie die Ausübung (oder der Ausschluss) von Gesellschafterrechten bei Gesellschaften, mit denen ein direktes oder indirektes Beteiligungsverhältnis besteht;
- c) Erwerb, Verkauf und Belastung von Immobilien und ähnlicher Rechte oder Rechte an Immobilien;
- d) Wesentliche Änderungen der Art der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und Einstellung eines wesentlichen Geschäftsbetriebs;
- e) Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten;
- f) Gewährung von Darlehen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten, unter Ausschluss von Darlehen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;
- g) Abschluss und Kündigung von Kredit- und Darlehensverträgen und anderen Finanzverträgen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten und Änderungen des Kreditrahmens, unter Ausschluss von Verträgen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;
- h) Künftige Transaktionen bezüglich Devisen, Sicherheiten und börsengehandelten Gütern und Rechten sowie weitere Transaktionen mit derivaten Finanzinstrumenten;
- i) Gewährung, Einführung und Änderung von Versorgungsverpflichtungen jeglicher Art;
- j) Abschluss, Änderung oder Kündigung von Unternehmenstarifverträgen, Betriebsvereinbarungen (von erheblicher Bedeutung) und allgemeiner Richtlinien hinsichtlich der betrieblichen Altersvorsorge der Gesellschaft;
- k) Einleitung oder Beendigung von Rechtsstreitigkeiten, insbesondere Schiedsgerichtsverfahren mit einem Streitwert von über zehntausend Euro (EUR 10.000) im Einzelfall;
- l) Verfügung über Nutzungsrechte jeglicher Art hinsichtlich der Rechte an geistigem Eigentum, einschließlich Urheberrechte oder sämtliche weiteren Schutzrechte sowie die Weitergabe von Know-how zur eigenen Verwertung durch die Firma und/oder Drittparteien, unter Ausschluss von Bestimmungen zwischen der Gesellschaft und direkten und indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;
- m) Geschäfte der Gesellschaft und ihrer Investoren mit verbundenen juristischen Personen und Einzelpersonen. Als Gesellschafter werden verbundene Gesellschaften sowie Angehörige direkter oder indirekter Gesellschafter angesehen, sofern letztere - einzeln oder gemeinsam - direkt oder indirekt eine Mehrheitsbeteiligung halten. Die Zustimmungsverpflichtung gemäß des vorliegenden Punktes m) ist nicht anwendbar, wenn das Geschäft zum gewöhnlichen Geschäftsgang der Gesellschaft gehört und marktüblichen Bedingungen unterliegt;
- n) Änderungen an und Kündigung von Unternehmensverträgen (im Sinne der Artikel 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));
- o) Ausübung von Stimmrechten und anderen Rechten in einer Gesellschaft, von der die Gesellschaft ein Gesellschafter ist, sofern diese Ausübung die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nach dieser Satzung erfordert, d.h. gemäß dieses Artikels 22.8, a) bis o), Artikel 17.1 oder 17.2.

Beschlüsse bezüglich der Einführung eines Mitarbeiter-Beteiligungsmodells bedürfen der vorherigen Zustimmung des Beratenden Ausschusses.

22.9 Ist die Zustimmung zum Erwerb, zum Verkauf und zur Belastung von Objekten wie oben beschrieben erforderlich, so ist die Zustimmung ebenfalls für die damit verbundenen vertraglichen Verpflichtungen erforderlich. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Beschluss weitere Transaktionen und Maßnahmen bestimmen, die die Zustimmung des Beratenden Ausschusses erfordern. Der Beratende Ausschuss kann seine Zustimmung für bestimmte Gruppen und Arten von Transaktionen und Maßnahmen auch im Voraus erteilen.

22.10 Die Gesellschafter können durch einen Gesellschafterbeschluss eine Geschäftsordnung für Geschäftsführer beschließen.

22.11 Die Geschäftsführung hat sicherzustellen, dass die Bestimmungen dieses Artikels, soweit gesetzlich möglich, auf die gleiche Weise auf sämtliche verbundenen Gesellschaften angewendet werden, in welchen die Gesellschaft direkt oder indirekt gegenwärtig oder künftig eine Mehrheitsbeteiligung hält.

Art. 23. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

23.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Hauptversammlung der Gesellschafter unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A (oder deren Vertreter). Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Hauptversammlung der Gesellschafter unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A (oder deren Vertreter).

23.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 24. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, wirksam verpflichtet; sofern die Hauptversammlung der Gesellschafter unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/deren eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

Art. 25. Beratender Ausschuss.

25.1 Die Gesellschaft hat einen Beratenden Ausschuss (der „Beratende Ausschuss“). Dieser besteht aus acht (8) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss die Anzahl der Mitglieder des Beratenden Ausschusses erhöhen oder herabsetzen. Jeder Gesellschafter kann ein nicht stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses ernennen.

25.2 Die Gesellschafterversammlung kann die Geschäftsordnung des Beratenden Ausschusses nur durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss genehmigen oder verändern.

25.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beratenden Ausschusses werden von den Gesellschaftern durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt:

- a) vier (4) stimmberechtigte Mitglieder des Beratenden Ausschusses werden von dem Gesellschafter Rocket Internet GmbH nach eigenem Ermessen ernannt (die „Rocket-Mitglieder“);
- b) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses wird von dem Gesellschafter Kinnevik Online AB nach eigenem Ermessen ernannt;
- c) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses wird von dem Gesellschafter AI European Holdings S.à r.l. nach eigenem Ermessen ernannt;
- d) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses wird von dem Gesellschafter Aismare Lux Holdings S.à r.l. nach eigenem Ermessen ernannt; und
- e) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beratenden Ausschusses wird von dem Gesellschafter Phenomen Ventures LP nach eigenem Ermessen ernannt.

25.4 Der Beratende Ausschuss hat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Eines der Rocket-Mitglieder ist der Vorsitzende des Beratenden Ausschusses und hat nicht die entscheidende Stimme. Die Geschäftsordnung des Beratenden Ausschusses hat weitere Bestimmungen, insbesondere hinsichtlich der Selbstorganisation des Beratenden Ausschusses, zu enthalten.

25.5 Der Beratende Ausschuss ist zuständig für die Erteilung von Zustimmungen zu Transaktionen und Maßnahmen der Geschäftsführer, die die Gesellschafterversammlung vorbehaltlich der Zustimmung des Beratenden Ausschusses entweder (i) in dieser Satzung, (ii) in der Geschäftsordnung der Geschäftsführer, (iii) durch einen Gesellschafterbeschluss oder (iv) in jedweder Gesellschaftervereinbarung erteilt hat.

25.6 Die Vergütung der Mitglieder des Beratenden Ausschusses wird, sofern vorgesehen, von den Gesellschaftern der Gesellschaft durch einstimmigen Gesellschafterbeschluss festgelegt.

25.7 Neben den in den Artikeln 22.8 und 22.9 vorgesehenen Zustimmungserfordernissen hat der Beratende Ausschuss eine beratende Funktion und wird nicht in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 26. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

26.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Hauptversammlung der Gesellschafter ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

26.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Hauptversammlung der Gesellschafter abberufen werden.

26.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

26.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

26.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Hauptversammlung der Gesellschafter abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 27. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 28. Jahresabschluss und Gewinne.

28.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

28.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

28.3 Durch einen Gesellschafter erbrachten Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

28.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

28.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Hauptversammlung der Gesellschafter im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen und den Regelungen dieser Satzung wie der verbleibende Jahresnettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

28.6 Vorbehaltlich des Artikels 8 erfolgen Ausschüttungen an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 29. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

29.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag wird gegebenenfalls im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 8 verteilt und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

29.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 30. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 31. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Bestimmungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach Luxemburger Recht zulässig, maßgebend.

Die vorliegende Satzung wurde auf Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend."

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

Kosten und Auslagen

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr zweitausend Euro.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der oben genannten erschienen und ordnungsgemäß vertretenen Parteien, die vorliegenden Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung. Gemäß dem Wunsch derselben erschienen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxembourg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Nach Vorlesung der vorliegenden Urkunde an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, handelnd wie zuvor erwähnt, dem Notar mit Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat besagte Bevollmächtigte mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: K. GAUZÈS, C. WERSANDT

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 mai 2013. LAC/2013/20301. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 17 mai 2013.

Référence de publication: 2013066912/1663.

(130082713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Solix Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.239.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 173.548.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2013.

Référence de publication: 2013065692/11.

(130080638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

ETT, Echternacher Tourismus Tage, Association sans but lucratif.

Siège social: L-6486 Echternach, 2, Porte Saint Willibrord.

R.C.S. Luxembourg F 9.554.

STATUTS

Préambule

L'Office du tourisme (ci-après nommé «Echternach Tourist Office» ou «Tourist Office») d'Echternach est la représentation officielle du tourisme de la ville d'Echternach. Il a pour mission de prendre des initiatives en vue de la promotion et du développement du tourisme; d'assumer les missions d'accueil et d'information des touristes; de s'investir en collaboration avec les partenaires publics et autres dans l'embellissement afin de mettre en valeur le patrimoine touristique et naturel de la ville d'Echternach; de promouvoir, d'organiser et de coordonner des manifestations et toutes les activités sociales, culturelles ou généralement quelconques s'y rattachant; de favoriser une entente entre les associations, clubs et autres intervenants afin de promouvoir le tourisme, la vie sociale et l'attractivité de la ville d'Echternach en général; d'initier et d'organiser des événements afin de promouvoir l'intérêt et l'identification de la population locale au regard de leur patrimoine historique, culturel et touristique.

L'Office Régional du Tourisme de la Région Mullerthal - Petite Suisse Luxembourgeoise (ci-après nommé «ORT») est la représentation officielle de la région Mullerthal. L'ORT est responsable de la réalisation des intérêts du ministère du tourisme dans la région et du développement touristique et de la promotion de la Région Mullerthal - Petite Suisse Luxembourgeoise, du développement des concepts touristiques régionaux, de la coordination des mesures des acteurs régionaux, du développement des produits touristiques régionaux ainsi que des concepts touristiques événementiels, du renforcement du marketing touristique régional, de la protection et de la préservation du patrimoine de la nature, de la

culture et de l'histoire de la région, de la coopération étroite avec les acteurs touristiques officiels et privés aux niveaux national et régional, de la coopération transfrontalière avec les organisations de la région voisine en vue de la conception des offres communes ainsi que la promotion. De plus l'ORT est l'Interlocuteur et le conseiller des acteurs professionnels et bénévoles.

Créé en 2008, le TRIFOLION Echternach (ci-après nommé «le Trifolion») est un lieu de rencontre prestigieux aux plans local, régional, national et transfrontalier destiné à des événements culturels, des congrès et des manifestations sociétales. Le Trifolion dispose d'une salle de concert exceptionnelle accueillant jusqu'à 700 visiteurs avec un équipement technique hautement sophistiqué et adapté à l'encadrement d'événements ainsi que des salles de réunions jusqu'à 300 visiteurs, des salles de traductions ou de gastronomie. Son rayon d'action et ses visiteurs se recrutent aux niveaux local, régional, national et international. Dans le cadre de sa promotion la mission supplémentaires du Trifolion consiste également dans la promotion de l'offre de son environnement et de l'attractivité de l'ensemble de l'Echternach et la Région Mullerthal - Petite Suisse Luxembourgeoise en leur qualité de destination pour la culture, le congrès et la nature et de promouvoir par conséquent en même temps l'offre touristique par la mise en place et la combinaison d'activités touristiques attrayantes déterminées avec des manifestations («packages») en collaboration avec les partenaires touristiques afin d'encourager le développement économique de la Ville d'Echternach.

L'an deux mille treize, le 8 mai

Entre les personnes, membres fondateurs, désignées ci-après:

1. Le Tourist Office asbl, association sans but lucratif de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à Syndicat d'Initiative et de Tourisme Echternach asbl, 9-10, parvis de la basilique, L-6456 Echternach représenté par son président Raymond Becker

2. L'Office Régional du Tourisme de la Région Mullerthal - Petite Suisse Luxembourgeoise asbl, association sans but lucratif de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à 10, rue Hoovelecker Buurchmauer, L-6418 Echternach, représenté par son président Marc Diederich ou sa gestionnaire Sandra Bertholet (avec le droit mutuel de substitution)

3. Le Trifolion Echternach asbl, association sans but lucratif de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à 2, Porte St. Willibrord, L-6486 Echternach représenté par son directeur Ralf Britten

Ainsi que tous ceux qui par la suite adhéreront aux présents statuts, il a été constitué une association sans but lucratif, régie par les présents statuts et la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif telle que modifiée.

Titre I^{er} . Création et Dénomination

Art. 1^{er} . Il est constitué une association sans but lucratif de droit luxembourgeois qui prend le nom de «Echternacher Tourismus Tage» en abréviation ETT. Elle peut également agir sous les dénominations française «Les Journées du tourisme d'Echternach» et anglaise «The Echternach Tourism Days» ci-après dénommée «l'association».

Art. 2. L'association a une vocation locale, régionale, nationale et internationale.

Titre II. Siège et Durée

Art. 3. Le siège social de l'association est situé au Trifolion Echternach - Centre Culturel et de Congrès, 2, porte Saint-Willibrord, L-6486 à Echternach.

L'adresse de ce siège ne peut être modifiée que par une décision de l'Assemblée générale des membres conformément à la procédure légalement prévue en cas de modification statutaire.

L'association est constituée pour une durée indéterminée.

Titre III. Objet de l'association

Art. 4.

(1) L'objet de l'association est l'organisation de congrès, de séminaires et de conférences ayant comme thème principal le tourisme (ci-après nommé le «projet» ou les «manifestations»).

(2) L'association poursuit les objectifs suivants:

a. L'ascension du Trifolion Echternach, de la Ville d'Echternach et de la région

aa. en tant que lieu et destination de congrès, de conférences et de séminaires, bb. en tant que centre d'excellence aux niveaux régional, national et transfrontalier pour la formation professionnelle des acteurs touristiques, bénévoles et professionnels,

cc. en tant qu'un centre de réflexion («think tank») sur la mise en place de stratégies et de concepts ciblés sur la promotion et le développement local, régional et transfrontalier du tourisme.

b. la création de synergies avec les acteurs du tourisme du secteur privé et public (l'hôtellerie, la gastronomie, les parties prenantes) ainsi que de l'économie,

c. l'encouragement et le développement de l'économie de la Ville d'Echternach et de la région du Mullerthal- Petite Suisse Luxembourgeoise

(3) Le planning d'un projet commence une année à l'avance par

(a) la définition et l'élaboration d'une question et d'un sujet ciblé autour du tourisme, sujet d'actualité et pertinent pour le développement du tourisme et ses liens avec le développement urbain et régional et

(b) la conception et la mise en oeuvre de la thématique choisie

(aa.) sous forme d'un congrès, d'un symposium avec des conférenciers compétents et éminents,

(bb.) encadrée par une offre de séminaires de perfectionnement, d'une formation continue, par la mise en place d'ateliers ou de workshops traitant des sujets du secteur du tourisme et s'adressant aux acteurs professionnels et bénévoles du tourisme et organisée en collaboration avec des organisations de séminaires professionnels spécialisés,

(c) l'élaboration parallèle d'un programme-cadre approprié s'adressant à la population epternacienne et régionale.

(4) L'association poursuit également à moyen terme les objectifs supplémentaires suivants:

(aa.) la création d'un modèle et d'une ligne directrice et de synergie basée autour du tourisme de la Ville d'Echternach

(bb.) l'amélioration de la notoriété de la Ville d'Echternach et de la Région Mullerthal - Petite Suisse Luxembourgeoise aux niveaux nationaux et International et l'ascension de la ville au rang des destinations touristiques principales du Grand-Duché,

(ce.) la sensibilisation de la population locale et régionale de la Ville d'Echternach et de la Région Mullerthal - Petite Suisse Luxembourgeoise, des acteurs bénévoles et professionnels du tourisme et les organisations du tourisme avec l'importance du tourisme au coeur du développement de l'économie communale et régionale.

(5) Le projet ou la manifestation choisi aura lieu annuellement ou tous les deux ans et ceci en principe au courant du quatrième trimestre de l'année. La durée du projet ou des manifestations s'étend chaque année sur un ou plusieurs jours. Le lieu du projet ou des manifestations est le Trifolion Echternach -Centre Culturel et de Congrès.

(6) Afin d'assurer la réalisation des objectifs fixés, toutes les activités sont vérifiées et mesurées conformément aux paramètres définis ci-dessus et adaptées selon les nécessités.

(7) Tous changements ou détails devront faire l'objet d'un écrit. Les détails obligatoires sont un dossier comprenant

a. les considérations stratégiques pour le choix du sujet

b. une description détaillée du projet, des mesures liées à sa réalisation, du déroulement précis et de la durée de celui-ci,

c. un budget et un plan ferme et précis du financement du projet traitant également de la question des ressources financières et des partenaires possibles,

d. un timing ferme et précis.

(8) L'association peut par ailleurs développer toutes les activités qui contribuent directement ou indirectement à la réalisation des buts non lucratifs précités, en ce compris, dans les limites autorisées par la loi, des activités commerciales et lucratives accessoires, dont le produit sera de tout temps affecté intégralement à la réalisation desdits buts non lucratifs.

Art. 5. L'association oeuvre dans une stricte neutralité sur le plan politique, philosophique et confessionnel.

Titre IV. Organisation et Fonctionnement **Les membres**

Art. 6. Le nombre des membres de l'association n'est pas limité. Son minimum est fixé à trois. Les premiers membres sont les fondateurs soussignés.

Art. 7. Les admissions de nouveaux membres sont décidées souverainement par le conseil d'administration sous réserve de ratification expresse ou tacite par l'assemblée générale.

Art. 8.

(1) La qualité de membre de l'association se perd par démission écrite adressée par courrier recommandé au conseil d'administration ou par exclusion.

(2) Le conseil d'administration, statuant à la majorité absolue des voix, peut proposer à l'assemblée générale l'exclusion de tout membre actif qui, par son fait ou sa faute, porte gravement atteinte aux intérêts ou à l'honneur de l'association ou qui ne verse pas à l'association les sommes dont il est redevable dans les 60 jours suivant réception d'un avis écrit signé du trésorier.

(3) Le membre faisant l'objet d'une proposition d'exclusion sera préalablement entendu par le conseil d'administration.

(4) Le membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées.

Cotisations

Art. 9. La cotisation annuelle pour les membres actifs est fixée par l'assemblée générale. Le montant maximum de la cotisation est de 50 €, index 100.

L'assemblée générale

Art. 10.

(1) L'assemblée est composée de tous les membres de l'association. Elle est convoquée par le conseil d'administration au moins une fois par an et chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demandent par écrit.

(2) L'assemblée générale ordinaire a lieu au cours du premier semestre de chaque année.

(3) Tous les membres de l'association doivent être convoqués aux assemblées générales.

(4) Les convocations indiquant la date, l'heure et les lieux auxquels se tiendra l'assemblée générale seront envoyées par lettre au moins huit jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale.

(5) L'ordre du jour doit être joint aux convocations. Aucune résolution ne pourra être prise en dehors des points figurant à l'ordre du jour, sauf si tous les membres l'autorisent.

Art. 11. Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire notamment pour les objets suivants:

(1) Modification des statuts

(2) Nomination et révocation des membres du conseil d'administration

(3) Approbation du budget et des comptes

(4) Fixation des cotisations annuelles

(5) Décharge à donner au conseil d'administration

(6) Nomination des commissaires aux comptes

(7) Décharge aux commissaires aux comptes

(8) Autorisation des transactions immobilières dans les limites de l'article 15 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;

(9) Autorisation des contrats d'emprunt et d'ouverture de crédit

(10) Recours sur les décisions d'exclusion de membres actifs

(11) Dissolution de l'association

Art. 12.

(1) Tous les membres ont un droit de vote égal au sein de l'assemblée générale. L'assemblée ne pourra valablement délibérer que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

(2) Tout membre peut se faire représenter par un mandataire, porteur d'une procuration écrite. Chaque membre ne peut être titulaire que d'une procuration.

(3) Sous réserve de l'article 13 (2) ci-dessous, si la majorité des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, ils seront convoqués pour une seconde réunion qui délibérera quel que soit le nombre des membres présents.

(4) Les résolutions de l'assemblée sont prises à la majorité des voix des membres présents, sous réserve des points où la loi ou les statuts prévoient une majorité spéciale. L'exclusion d'un membre ne peut être décidée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres de l'association.

(5) Les résolutions de l'assemblée générale sont consignées par le secrétaire dans un rapport qui sera déposé au siège de l'association où tous les membres et les tiers justifiant d'un intérêt pourront en prendre connaissance.

Art. 13.

(1) Toute modification aux statuts devra être publiée dans le délai légal au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

(2) Les règles applicables à la modification des statuts sont celles prévues par les articles 8 et 20 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée.

Le conseil d'administration

Art. 14.

(1) L'association est dirigée par un conseil d'administration composé de 3 membres au moins et de cinq membres au maximum, élus par l'assemblée générale.

(2) A l'exception de la première désignation qui se fera par l'Assemblée Constituante, le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président, deux vice-présidents, un trésorier et un secrétaire.

(3) Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.

(4) En cas de nomination d'une personne morale, celle-ci ne peut accepter cette fonction qu'à condition que les fonctions d'administrateurs ne soient pas incompatibles avec son propre but et objet social.

(5) Les administrateurs personnes morales sont également tenus de désigner un représentant permanent. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

(6) Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à l'association, sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Art. 15. Le conseil d'administration peut s'adjoindre un ou plusieurs conseillers avec voix consultative, rémunérés ou non.

Art. 16.

(1) Le mandat des membres du conseil d'administration est fixé à trois ans. Les membres sortants sont rééligibles.

(2) Les administrateurs sont élus au premier tour à la majorité absolue des votants, au second tour, à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage au second tour, le candidat le plus jeune est déclaré élu.

(3) En cas de vacance survenant au sein du conseil pour quelque cause que ce soit, il est procédé, jusqu'au renouvellement périodique, à une cooptation par les membres du conseil d'administration. Toute cooptation doit être confirmée lors de l'assemblée générale suivante.

Art. 17.

(1) Les séances du conseil d'administration sont présidées par le président. En son absence, elles sont présidées par un des vice-présidents ou, en l'absence de ces derniers, par l'administrateur le plus âgé.

(2) Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an. Il est convoqué par le président ou à la demande du tiers de ses membres.

(3) Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés, le mandat entre administrateurs, qui doit être donné par écrit, étant admis. Un administrateur présent peut représenter au plus un seul de ses collègues.

(4) Sauf stipulation spéciale de la loi ou des présents statuts, les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés, la voix du président étant prépondérante en cas d'égalité des voix.

Art. 18.

(1) Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'association et faire ou autoriser tous les actes et opérations, autres que ceux réservés à l'assemblée générale. Il a notamment pour rôle de:

- a. représenter l'association vis-à-vis des tiers;
- b. convoquer l'assemblée générale annuelle;
- c. dresser le rapport annuel d'activités et le budget à soumettre à l'assemblée générale;
- d. veiller à la bonne exécution des décisions de l'assemblée générale;
- e. recruter le personnel nécessaire au fonctionnement de l'association;
- f. ratifier les conventions avec les divers partenaires dans le cadre des objectifs de l'association.

(2) Il peut également, sans que cette énumération soit limitative et sans préjudice de tous autres pouvoirs dérivant de la loi ou des statuts, accepter tous legs, subsides, donations et transferts, conférer tous pouvoirs à des mandataires de son choix, membres ou non, représenter l'association en justice, tant en défendant qu'en demandant.

Art. 19. Le conseil peut, sous sa responsabilité, déléguer la gestion journalière de l'association à l'un de ses membres ou à un tiers, membre ou non.

Art. 20. L'Association est valablement engagée envers des tiers par les signatures conjointes de deux administrateurs dont le président ou les vice-présidents, ou le trésorier, ou le secrétaire qui n'auront pas à justifier d'une délibération préalable du conseil d'administration.

Art. 21. Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Celui-ci est exercé à titre gratuit.

Art. 22.

(1) Le président prépare les propositions soumises pour approbation au conseil d'administration. Il peut recevoir une délégation de pouvoir spécial par le conseil d'administration, respectivement par l'assemblée générale. Cette délégation de pouvoir peut être retirée à tout moment.

(2) Le président, ayant reçu mandat de représenter l'association à l'égard des tiers, signera conjointement avec un membre du conseil d'administration notamment les conventions nécessaires à la bonne gestion du centre.

(3) Les virements bancaires et les mandats de paiement sont à signer conjointement par le trésorier et un deuxième membre du conseil d'administration.

(4) Le président est pareillement chargé de préparer le rapport d'activités annuel et en collaboration avec le trésorier le budget soumis au conseil d'administration.

Titre V. Règlement Interne

Art. 23.

(1) Les modalités détaillées de la gestion de l'association figurent dans un règlement interne qui est à la disposition de tous les membres.

(2) Le règlement ainsi que toute modification subséquente sont approuvés par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

(3) Le premier règlement interne sera soumis à l'approbation de la première assemblée générale convoquée par le conseil d'administration.

Titre VI. Dispositions financières et Comptables

Art. 24.

(1) L'assemblée générale désigne annuellement deux commissaires aux comptes qui ne peuvent être membres du conseil d'administration. Ils ont pour mission de contrôler la comptabilité de l'association et de présenter un rapport afférent à l'assemblée générale appelée à approuver les comptes de l'exercice.

(2) Le conseil d'administration doit mettre à la disposition des commissaires aux comptes, à chaque fois qu'ils le réclament et au moins trois semaines avant la tenue de l'assemblée générale à laquelle ils doivent présenter leur rapport, tous les documents relatifs à la comptabilité et à la trésorerie de l'association. De même, il doit fournir aux commissaires toutes explications que ceux-ci pourraient demander dans l'exercice de leurs fonctions. Au cas où un commissaire aux comptes est empêché d'accomplir sa mission, il en informera le conseil d'administration, lequel procédera à la nomination d'un remplaçant à choisir sur la liste des experts comptables agréés au Luxembourg.

(3) Les comptes de l'exercice sont soumis pour approbation à l'assemblée générale, laquelle est également appelée à donner décharge au conseil d'administration après avoir entendu son rapport ainsi que les rapports des commissaires aux comptes.

Art. 25. L'année comptable commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice comprendra le temps à courir depuis le jour de la formation de l'association jusqu'au 31 décembre 2013.

Art. 26.

(1) En vue de financer ses activités et sous le respect des dispositions des articles 16 et 17 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée, l'association peut obtenir le soutien financier du secteur privé et public, à savoir:

- a. les cotisations annuelles des membres mentionnées à l'article 9 ci-dessus
- b. des Contributions supplémentaires des associés
- c. le chiffre d'affaires généré par le projet (p.ex. prix d'entrées, frais de participation etc.)
- d. les cotisations du cercle d'amis de l'association
- e. des provisions de la gastronomie, des entreprises du secteur du tourisme, de loisir, du commerce etc.
- f. des donations
- g. des subsides notamment de la Ville d'Echternach, du ministère du tourisme, de l'Union Européenne relatives aux projets
- h. en cas de coopérations transfrontalières des subsides des communes voisines
- i. des fonds générés par des partenariats avec le secteur privé
- j. les recettes propres provenant des activités rentrant dans l'objet social et de ses activités complémentaires;
- k. les emprunts;
- l. les dons et des legs;
- m. les subventions d'organismes privés et publics;
- n. d'autres recettes

(2) Des fonds doivent également être obtenus en vue du financement dans les secteurs d'activité des membres du conseil de l'association.

(3) Chaque plan du financement contient un budget global incluant également les informations sur la question des ressources financières nécessaires pour le financement intégral du projet.

Art. 27.

(1) Le patrimoine de l'association répond seul des engagements contractés en son nom. Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

Titre VII. Dissolution, Liquidation.

Art. 28. L'association est dissoute par décision de l'assemblée générale statuant à la majorité prévue par les dispositions légales. L'assemblée devra approuver le bilan définitif de clôture.

Art. 29.

(1) En cas de dissolution, le conseil d'administration fera fonction de liquidateur.

(2) L'actif net sera distribué intégralement à la Fondation Les Journées d'Echternach, si celle-ci existe au jour de la dissolution. Si tel n'est pas le cas, les liquidateurs donneront aux biens de l'association la destination qui se rapprochera autant que possible de l'objet en vue duquel l'association a été créée.

Art. 30. Tous les points non prévus par les présents statuts seront régis par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif et ses modifications ultérieures.

Suivent les signatures des membres fondateurs.

Echternach, le 8 mai 2013.

Raymond BECKER / Marc Diederich / Sandra BERTHOLET / Ralf BRITTEN

Echternach Tourist Office / Office Régional du Tourisme / Office Régional du Tourisme / Trifolion Echternach

Référence de publication: 2013066905/299.

(130081939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Morgan Real Estate S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 108.274.

L'AN DEUX MILLE TREIZE

LE QUINZE MAI.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

S:T NICOLAI FASTIGHETS AB, une société anonyme (AB) constituée et dotée d'une existence juridique conformément au droit suédois, ayant un siège social en Suède situé à PO Box 16500, 200 25 Malmö, enregistrée au Registre du Commerce suédois sous le numéro 556211-7118,

ici représentée par Monsieur Jean-Hugues DOUBET, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'un pouvoir donné en date du 14 mai 2013.

Une copie de ce pouvoir restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La société comparante, telle que représentée demande au notaire instrumentaire d'acter ses déclarations suivantes:

S:T NICOLAI FASTIGHETS AB détient l'intégralité (100%) des actions représentant la totalité du capital social de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée MORGAN REAL ESTATE S.A., au capital de 31.000 euros, dont le siège social est à Luxembourg, 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108.274, constituée par acte notarié en date du 19 mai 2005, publié au Mémorial C 1027 du 12 octobre 2005,

et, en sa qualité d'actionnaire unique de MORGAN REAL ESTATE S.A., elle déclare que:

Un projet commun de fusion, établi par acte du notaire soussigné du 29 janvier 2013, publié au Mémorial C numéro 372 du 15 février 2013, a été conclu entre la prédite société suédoise «S:T NICOLAI FASTIGHETS AB» et la société luxembourgeoise «MORGAN REAL ESTATE S.A.».

Le susdit projet a été rédigé en conformité avec les articles 261, 278 et 279 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Sur le vu:

A: du projet de fusion daté du 29 janvier 2013 prévoyant l'absorption de la Société luxembourgeoise par la société anonyme suédoise dénommée «S:T NICOLAI FASTIGHETS AB», société au capital de SEK 100.000, dont le siège social est à en Suède situé à PO Box 16500, 200 25 Malmö, enregistrée au Registre du Commerce suédois sous le numéro 556211 -7118, (ci-après nommée la société absorbante),

la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de notre société luxembourgeoise à la société absorbante, ledit projet de fusion ayant été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, le 8 février 2013, et ensuite publié au Mémorial C n° 372 du 15 février 2013, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 tel que modifiée;

B: des rapports écrits des organes d'administration des sociétés fusionnantes, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion;

C: En application des articles 265 et 267 de la loi précitée, applicables en matière de fusions transfrontalières, ont été disponibles au siège social de la société absorbée pendant une période d'au moins 1 mois précédant la date de l'acte constatant les décisions de l'associé unique de la société absorbante, les documents suivants:

a) le projet commun de fusion;

b) les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés qui fusionnent;
c) l'élaboration des rapports des organes d'administration ou de direction des sociétés qui fusionnent mentionnés à l'article 265 ayant été expressément dispensée par tous les associés des sociétés fusionnantes comme l'autorise ledit article 265 (3);

La société absorbée, MORGAN REAL ESTATE S.A., décide de réaliser la fusion par absorption de notre société par la société absorbante, aux conditions prévues par le projet de fusion dans son intégralité.

La fusion aura pour conséquence que tous les actifs et passifs de la société MORGAN REAL ESTATE S.A. seront transférés à la Société absorbante S:T NICOLAI FASTIGHETS AB avec dissolution sans liquidation de MORGAN REAL ESTATE S.A. comme suite de la fusion

La société comparante, es-qualité qu'elle agit, accorde décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

La société comparante, es-qualité qu'elle agit, déclare que seront conservés pendant le délai de 5 ans, les documents sociaux de la Société, au siège de la société absorbante.

En conséquence, le notaire soussigné atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société absorbée et du projet commun de fusion telle que la législation luxembourgeoise le requiert.

La société comparante déclare en outre que les frais des présentes sont à la charge de la Société absorbante.

Pour l'exécution des présentes, il est élu domicile par la Société comparante en l'étude du notaire instrumentant.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite au comparant et interprétation lui donnée en langue française, le comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-H. DOUBET, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 16 mai 2013. Relation: RED/2013/768. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 22 mai 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013066362/71.

(130081873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

HSBC Amanah Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avanches.

R.C.S. Luxembourg B 74.964.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social le 17 mai 2013 a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a ré-élu comme Administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée ordinaire qui se tiendra en 2014:

- Monsieur Edgar Ng (demeurant en Chine, Queen's Road Central 1, Hong-Kong);
- Monsieur Didier Deleage (demeurant en France, Place de la Pyramide 4, La Défense 9, 92800 Puteaux);
- Monsieur Thies Clemenz (demeurant en Arménie, 66 Teryan Street, 0009 Yerevan);
- Monsieur David Silvester (demeurant au Royaume-Uni, Canada Square 8, Canary Wharf, E14 5HQ Londres);
- Monsieur James Boucher (demeurant à l'île Maurice, CyberCity 18, Ebene);
- Monsieur George Efthimiou (demeurant au Royaume-Uni, Canada Square 8, Canary Wharf, E14 5HQ Londres);
- Monsieur Michael Boehm (demeurant en Allemagne, Königsallee 21/23, 40212 Düsseldorf);
- Madame Sylvie Vigneaux (demeurant en France, Place de la Pyramide 4, La Défense 9, 92800 Puteaux).

3. L'Assemblée a ré-élu KPMG Luxembourg S.à r.l dont le siège social se situe 9 Allée Scheffer, L-2550 Luxembourg à la fonction de Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an se terminant à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2014.

Pour HSBC AMANAH FUNDS SICAV

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013067020/24.

(130082485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.